

# honneur et politique

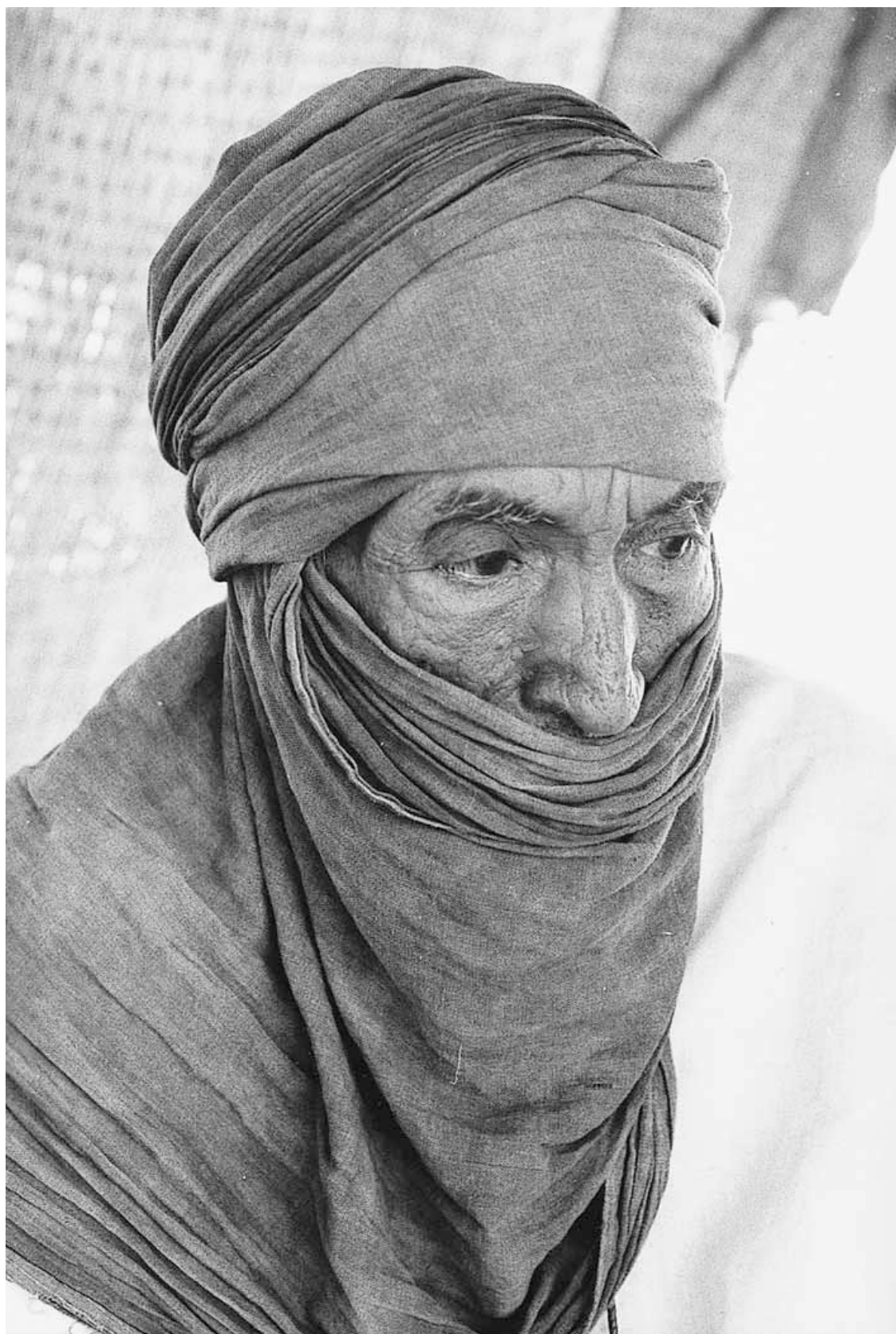
Les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française\*

La perception du monde touareg comme un agrégat de tribus querelleuses, en dissensions internes constantes, domine les écrits de la période coloniale et prévaut également dans la plupart des études historiques ou ethnologiques récentes. Ainsi, A. Salifou (1973 : 24) estime qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, quand les convoitises européennes commencent à se manifester, « l'unité politique de l'Aïr reste encore à faire. Les tribus les plus puissantes du pays s'y sont taillées chacune son domaine propre ». À propos des Ajjer, M. Gast (1986 : 393) considère que « les différents opposants à la domination française n'ont pas de pensée politique cohérente et coordonnée ». A. Bourgeot (1979) explique au sujet de la résistance de Firhum et de Kaosen qu'ils « ont créé les conditions d'une agitation généralisée, certes désordonnée, sans coordination, qui a cependant enflammé l'ensemble des pays touaregs, fait sans précédent dans l'histoire de ce peuple ». Enfin, F. Fuglestad, qui voit dans les Touaregs des « pillards de nature » prêts à revenir à leurs « mauvaises habitudes » dès que l'occasion s'y prête (1973 : 96, 101), relève à propos des révoltes des années 1916-1917 « l'absence totale de cohésion » (1973 : 117) ou encore « l'absence de coordination, de concertation et surtout de véritable leadership parmi les rebelles » (1976 : 93).

À ces analyses qui confortent l'idée déjà ancienne de l'anarchie berbère, s'opposent de nombreux récits historiques touaregs où le chaos de faits disparates décrits par les observateurs extérieurs s'ordonne dans un continuum qui livre une représentation plus organique de la réalité politique, sans pour autant exclure les ruptures et les rivalités que la situation de crise créée par l'occupation française a exacerbées.

---

\* Paru en 1990 dans *Touaregs, exil et résistance* (sous la dir. d'H. Claudot-Hawad), n° 57 de la *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, Édisud, Aix-en-Provence, ouvrage réédité en 1993 et épuisé en 1998.



*Baba ag Moussa, Aïr, 1990 (Photo N. Butel)*

Dans ce chapitre, je me propose d'examiner les principes théoriques qui sous-tendent la conception touarègue du politique, d'analyser les courants d'idées qui la traversent et enfin de montrer comment les mouvements de résistance à la colonisation ont concrétisé un débat politique déjà ancien qui se poursuit aujourd'hui à travers une polémique sur la "modernité" et l'attitude à adopter face au système de l'État-nation.

Pour la version touarègue, outre les enquêtes historiques effectuées en pays touareg dans l'Ahaggar, l'Adrar (*Adagh*), la boucle du Niger, l'Oudalen et l'Aïr, je m'appuierai en particulier sur le récit de deux témoins et acteurs directs de la guerre de Kaosen (*Kawsen ou Kawshen*), recueilli en 1989 et 1990. L'un, Baba ag Moussa (*Bâba ag Mûsa*) des Ikazkazen Tshinwafara<sup>1</sup> avait environ sept ans à la bataille de Taghawaji en 1904 et prit part comme guerrier au siège d'Agadez et aux combats de l'Aïr. L'autre, Fakando ag Sheykho, chef des Ikazkazen en 1989, était enfant lorsqu'il participa aux côtés de son père à la révolte de 1917, puis à l'exil au Tibesti et au Fezzan jusqu'à la mort de Kaosen, au repliement vers le Kaouar et à la soumission des rescapés à Zinder en 1918<sup>2</sup>.

## La charpente théorique

Le discours touareg sur l'organisation politique fait appel à diverses constructions métaphoriques dont les principales concernent l'anatomie du *corps* humain et l'architecture de la *tente*.

Si la société tout entière peut être vue comme une tente, chacun des piquets qui la compose représente également - dans une perspective plus étroite - une unité complète, bâtie sur le même modèle que l'ensemble dans lequel elle se trouve incluse. Aussi, le terme *éhen*, qui désigne la tente en cuir ou en peau, sert-il, dans une vision davantage structuraliste que fonctionnaliste, à définir ou à décrire des unités sociales d'extension variée, de la plus petite - la famille restreinte qui vit sous le même toit - à la plus vaste, c'est-à-dire l'ensemble de la société touarègue et même l'univers.

La tente représente un abri et cette image est associée à diverses notions. En effet, pour que ce refuge existe, il faut d'abord qu'il ait une assise, un espace sur lequel s'édifier, et pour qu'il se perpétue, ses fondations doivent être sans cesse consolidées. Dans un autre langage, cela signifie que les attributs indispensables à l'établissement d'un groupe humain, quelle que soit son envergure, sont le territoire, qui représente un simple prolongement de l'abri, et les biens destinés à le "nourrir". Ainsi, dans une économie de langage remarquable, la métaphore sociologique de la "tente" instaure une relation vitale entre les unités

1. Dans le parler de l'Aïr, le *t* ou le *s* suivis du *i* sont chuintés et se prononce *tsh* ou *sh* (Tshinwafara équivaut donc à Tinwafara dans d'autres parlers).

2. La publication du récit intégral de Fakando ag Sheykho et de Baba ag Moussa est en préparation.

sociales constituées et certaines prérogatives foncières et mobilières traçant ce qui peut représenter dans cette société nomade les droits élémentaires de l'homme, propres à en assurer la survie.

Sur le plan juridique, ces biens vitaux (dont certaines appellations telles que *akh iddaren* : “le lait vivant”, correspondent à des métaphores alimentaires) sont analysables comme un patrimoine, indivis et inaliénable, dont l'accès, concédé aux membres de la tente, est toujours temporaire<sup>3</sup>. Les droits en question concernent des possessions matérielles, comme les troupeaux, les terres, les esclaves, ou symboliques, comme la chefferie, la suzeraineté, le statut, donnant lieu à diverses prestations en nature.

Dans le domaine de la parenté, *éhen* désigne également “l'épouse” qui possède la tente où vit le couple en régime matrilineaire, tandis que *éhen n ma*, “tente de la mère” correspond à l'axe utérin selon lequel les droits et les statuts de chacun sont déterminés. Cette fois, la signification du terme *éhen* associe un *principe lignager* à la formation des diverses unités sociales, liant les organisations parentale, sociale, économique et politique.

L'expression *éhen n ma* qui définit une matri-lignée dont le noyau central est féminin tandis que sa périphérie est formée d'éléments masculins appelés à se détacher de l'ensemble, possède des synonymes, puisés à d'autres registres symboliques. Elle équivaut par exemple à *ébawél*. Ce terme, particulièrement utilisé dans l'Aïr, signifie au sens propre “cavité”, évoquant un lieu qui peut constituer un abri contre les “vents de l'extérieur”, et au sens figuré, englobe non seulement la “parenté matrilineaire”, mais aussi l’“ancêtre fondatrice” et le “pays natal” (c'est-à-dire celui de la mère). *Ébawél* est identique à la notion d'*ébategh* en usage dans le sud-ouest du pays touareg, y compris dans le sens concret de “creux, repli, partie concave, cachée, interne d'un lieu, d'un objet, d'un être vivant” ou encore à celle d'*abatul* (utilisée dans le sud-ouest et le sud-est). Elle correspond également à *tasa* (Kel Ahaggar, Ajjer, Adagh, Uдалen...) qui désigne “un terrain de forme concave, une cuvette, un fond (de vallée, de ravin...)”, et par ailleurs “le foie ou le ventre”, enfin “la parenté matrilineaire”, s'opposant souvent dans ce cas à *aruri* : “crête, sommet, dos, parenté patrilineaire”. Pour définir l'organisation sociale des différents groupements touaregs, on utilise, du reste, les expressions *Kel tasa* ou *Kel ébategh*, “gens du ventre”, et parfois *Kel abarkut*, “gens de l'enveloppe du ventre” (Imedédagh), désignant ceux qui suivent la filiation matrilineaire, par opposition à *Kel aruri*, “gens du dos”, qui sont patrilineaires<sup>3</sup>.

3. Voir à ce sujet Claudot et Hawad 1987.

Dans cette perspective parentale, l'extension du lignage trace le lien entre toutes les unités sociales, tandis que les clivages correspondent à des embranchements généalogiques. Ainsi, l'inégalité statutaire des groupements sera rapportée, dans ce contexte unilinéaire, à un phénomène de "bifurcation" lignagère, c'est-à-dire au fait que les "enfants de sœur" sont distincts des "enfants de frères", ce qui sur le plan politique exprime la démarcation entre les ayants droit et ceux qui sont exclus de la "maison" et du pouvoir.

À cette interprétation généalogique se juxtaposent de véritables discours d'histoire politique, où les oppositions entre les différentes collectivités sont analysées en termes de rapports de force (Claudot et Hawad 1987 : 51-54). En fait, la grille hiérarchique qui distingue entre *imajaghen* (ou selon les régions *imushagh*, *ihaggaren*), c'est-à-dire les nobles, *imghad*, les tributaires, *inaden* (ou *inhaden*), les artisans, *ighawellen*, les affranchis, *iklan*, les esclaves, est introduite dans des contextes variés qui mettent l'accent, selon le cas, sur des processus de stratification interne ou bien externe.

Où commence le domaine du politique ? Dès le palier de la tente nucléaire s'il s'agit d'une tente-mère dont les ramifications sont nombreuses et représentent une force démographique et économique importante. À l'inverse, une tente isolée qui n'a pas engendré de petites tentes pour la prolonger est trop faible pour exister seule ; elle sera obligée de s'abriter elle-même sous un toit plus fort où elle n'aura aucun droit ni aucune importance politiques.

Le deuxième maillon de la chaîne sociale, après la famille restreinte, est le campement, *aghiwen*, dont la composition démographique est fluctuante. Cependant, le cycle complet des étapes de résidence qui peuvent être successivement patrilocale, virilocale et avunculocale, restaure à terme la structure identifiable dans les autres unités sociales, c'est-à-dire l'axe parental unilinéaire qui trace l'accès aux biens, au pouvoir et aux droits territoriaux. Ainsi, la fille qui se marie et va s'installer dans le campement de ses alliés, fonde une jeune tente distincte de la tente-mère. Pour assurer l'autonomie du lignage qu'elle représente à l'extérieur, elle emporte avec elle non seulement sa tente matérielle mais tout ce qui est nécessaire à sa survie. Ces biens qui garantissent l'existence de la tente nouvellement née ont été détachés du matrimoine géré par la tente aînée. Mais en cas de divorce ou de disparition de l'époux, la femme revient à son campement d'origine, elle, ses enfants et ses biens, ressources humaines et matérielles qui sont "reversées" alors dans le capital collectif de la grande tente.

Ce sont les capacités d'extension du campement qui déterminent son rôle politique. S'il ne possède pas de prolongements pour s'étendre et coloniser l'extérieur, sa fonction se limitera à l'organisation économique et sa faiblesse le contraindra à s'abriter sous un toit plus vaste, autrement dit à s'agglomérer à une unité politique qui a du poids, prenant le rôle secondaire d'un parent "croisé" ou d'un dépendant, c'est-à-dire de quelqu'un qui n'est pas ayant droit.

Les unités résidentielles *aghiwen* (pl. *ighawnaten*) se regroupent au sein d'une *tawsit* (prononcé *tawshit* dans certaines régions), "tribu", appellation dont les diverses autres acceptions de "poignet", de "natte" ou de "piège circulaire" ont en commun l'idée d'articuler ou de relier des éléments, qu'il s'agisse de parties du corps, de fibres ou de rayons. La *tawsit* est représentée soit comme un groupe de parenté homogène, constituant un lignage issu d'un ancêtre commun, soit comme un ensemble d'*aghiwen* d'origine et de statut social hétérogènes (comme dans l'Aïr où des campements d'affranchis et de nobles sont intégrés à la même tribu). Qu'elle s'exprime en termes généalogiques ou politiques, qu'elle soit voilée ou explicite, la structure inégalitaire de la *tawsit* est cependant partout analogue (Claudot-Hawad, 1986).

Le faisceau des différentes tribus forme ensuite une confédération appelée dans l'Aïr *taghma*, "cuisse", et partout ailleurs *ettebel*, désignant au sens propre le "tambour" de commandement. Ces unités politiques se fédèrent à leur tour dans un ensemble dénommé *tègehé*, "le bassin, la hanche", terme utilisé dans l'Ajjer et l'Ahaggar et qui désigne également dans le champ de la parenté "les neveux" utérins, c'est-à-dire ceux qui ont le droit de succéder. Le pluriel de *taghma*, c'est-à-dire *taghmawin*, "les cuisses", est davantage employé dans l'Aïr, ainsi que l'expression *keter n taghmawin*, "le bassin des cuisses", poursuivant les analogies sémantiques avec l'organisation du corps humain.

Coiffant ces "fédérations de confédérations", l'appellation de *temust n Imajaghen* définit les contours les plus vastes du monde touareg, groupe humain parlant la même langue, possédant les mêmes références culturelles, suivant le même code de l'honneur et se ramifiant en un vaste ensemble confédéral. Le terme *temust* signifie en effet le corps social auquel se rattachent les individus, liés par la même identité culturelle et politique. Les traits retenus pour définir cet ensemble sont la langue, le mode de vie, le système de valeurs et l'organisation politique. La notion de *temust* que l'on pourrait traduire par "nation", dans le sens de communauté d'identification collective la plus large, est associée à celle de "pays" (*akal*). Elle est considérée comme "un toit qui recouvre exactement l'espace du monde qu'elle définit". L'aire d'extension du territoire est ainsi déterminée suivant celle de l'ensemble humain qui l'occupe. Pour désigner sa *temust*, un Touareg frappera ou pointera de l'index sa poitrine, siège de l'identité, illustrant par ce geste le deuxième sens du terme, c'est-à-dire : "l'identité", "la personnalité".

Pour désigner la société touarègue dans son ensemble, une autre expression existe, réitérant l'image de la tente et de l'abri : il s'agit de *tafalla n Imajaghen*, "le toit des Touaregs".

Enfin, enveloppant la *temust*, *tamurt* désigne un ensemble de personnes possédant la même culture, la même langue ou la même mythologie fondatrice. L'accent est mis dans cette notion sur l'affinité culturelle. Les liens définissant la collectivité ainsi nommée peuvent exister actuellement ou appartenir au

passé. Par exemple, les Touaregs considèrent qu'autrefois les descendants de Noé, devenus plus tard les Berbères, les Arabes, les Ethiopiens, les Peuls, les Égyptiens et les Juifs, constituaient la même *tamurt*, bien qu'aujourd'hui ils forment des entités distinctes. À une échelle plus réduite, les Touaregs et les Peuls ou encore les Touaregs et les Maures peuvent être présentés comme membres d'une ancienne *tamurt*. Dans le présent, *tamurt* peut s'appliquer à l'ensemble formé par les Touaregs et les autres Berbères, par opposition au monde "arabe" ou encore "occidental".

À la question de savoir où situer les esclaves ou les affranchis dans ces catégories, les personnes qui se réfèrent à l'histoire des origines répondront qu'ils n'appartiennent pas à la même *tamurt*. Par contre, prenant en compte la culture et la langue acquises, ainsi que l'organisation politique et sociale où chaque catégorie est vue comme un chaînon indissociable de l'ensemble, certains diront qu'ils font partie de la même *temust*. D'autres enfin concevront mal qu'ils puissent appartenir à la même *temust* sans être de la même *tamurt*.

Ainsi, à tous les niveaux, cette classification établit une relation d'homologie entre les unités humaines, territoriales et politiques.

Ce lien fusionnel entre la société, le pays et la personne peut être intériorisé et vécu sur un mode très intime, comme le suggère par exemple cette anecdote racontée spontanément en 1989 par Mohamed Ali ag Attaher, ancien chef des Kel Intessar (Tademekkat), en préambule à une interview sur la politique des Touaregs pendant la colonisation française.

« Avant de parler de moi et des Touaregs, je vais te raconter une anecdote qui montre le sentiment d'un Touareg par rapport à l'État. À l'indépendance du Mali, Modibo [Keita] a fait un discours disant que tout le pays et les gens étaient en commun. Alors un Touareg est parti, s'est dirigé vers la tente d'un autre, il l'a trouvé avec sa femme et s'est allongé à côté sur le lit. L'autre lui a dit : "Qu'est ce que tu fais là, c'est ma femme !" Il a répondu : "Modibo ne vous a-t-il pas dit que tout est maintenant en commun, puisque nous sommes en période de socialisme, il faut tout partager, les vaches, les chèvres, la terre..." L'autre lui a dit : "Va-t-en, laisse ma femme !" Il a refusé, restant toute la nuit avec elle. Le matin, l'autre est parti à la gendarmerie malienne, déclarant qu'un homme avait embêté sa femme toute la nuit. Les gendarmes ont convoqué ce dernier pour lui demander si c'était vrai. Il a répondu que oui, c'est Modibo qui a dit que tout était socialiste, les vaches, le pays, les champs, les céréales, le sucre, alors pourquoi pas les femmes ? Les gendarmes lui ont dit que non, ce n'était pas cela le socialisme.

– Pourtant Modibo a dit : tous les biens sont en commun...

– Ce n'est pas cela, ont-ils répondu, on ne t'arrête pour cette fois, mais ne recommence plus.

– Bon, mais vous, alors, dites à votre Président de préciser ce qu'il veut signifier, parce qu'il y a des choses qu'on ne partage pas, les femmes ou le pays, ça ne se partage pas ! Il faut définir ce qui est partageable et ce qui ne peut l'être. »

À ses différents paliers, l'élaboration de l'édifice social et politique renvoie sans exception à la fonction de *protection* dont la nécessité est constamment évoquée. L'idée que personne ne peut exister sans un abri est un thème que développe la cosmogonie touarègue, où le mouvement de tout être, toute chose, tout élément, toute particule est interprété comme la quête d'un refuge (Hawad, 1985, 1987).



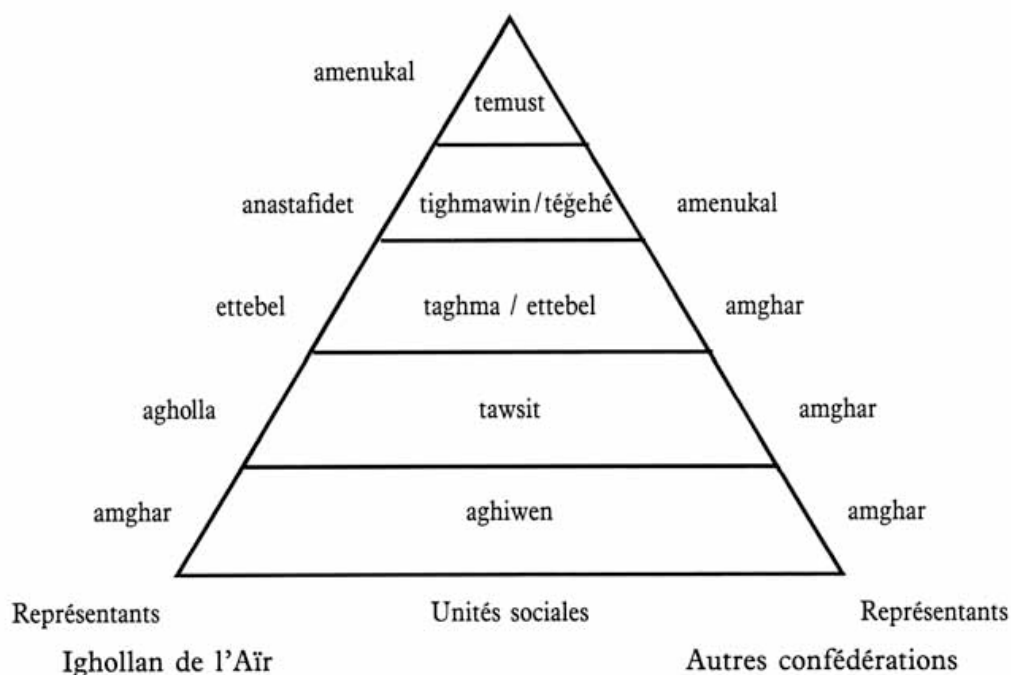
*Mohamed Ali ag Attaher Insar, Rabat (Maroc), 1990*



Dans le domaine de la société concrète, quels sont les représentants de ces unités protectrices et comment leurs fonctions sont-elles conçues ?

Pour désigner ces derniers, il n'existe pas de dénominations spécifiques au champ politique en ce qui concerne le campement, la tribu et même la confédération. En effet, on utilise généralement dans ce cas le terme *amghar*, qui est une appellation de respect pour toute personne âgée, à laquelle sont associées des qualités d'expérience et de sagesse. Ce terme général est déterminé par un complément, en lui en adjoignant le nom commun ou le nom propre de l'unité concernée *amghar n aghiwen* ("chef du campement"), *amghar n tawsit* ("chef de la tribu"), *amghar n ettebel n Taytoq* par exemple ("chef de la confédération des Taïtoq") ou simplement *amghar n Taytoq* ("chef des Taïtoq").

Par contre, un vocabulaire spécialisé est introduit lorsque les relations entre les membres de l'unité ne semblent plus gérables ou exprimables seulement par la parenté et l'origine commune. Ainsi, dans l'Aïr, le chef *de tawshit* est appelé non pas *amghar* mais *agholla*. De même, le représentant de la *taghma* qui regroupe différentes *tawshit* porte le nom *d'ettebel*, "tambour", qui est l'insigne du commandement. Enfin, la fédération de confédérations (*tégehé*, *tighmawin*) est représentée par l'*amenukal*, dont l'étymologie donnée en pays touareg correspond à "celui qui tient ou qui possède le pays". À l'échelon de la *temust*, il n'existe pas de représentant légal investi de ce rôle, même si théoriquement cette charge est évoquée également à l'aide du terme *amenukal*; en fait, l'instance politique qui incarne la société touarègue à ce niveau est "l'assemblée" : *asagawar*, nom qui au sens propre désigne "le siège, le trône".



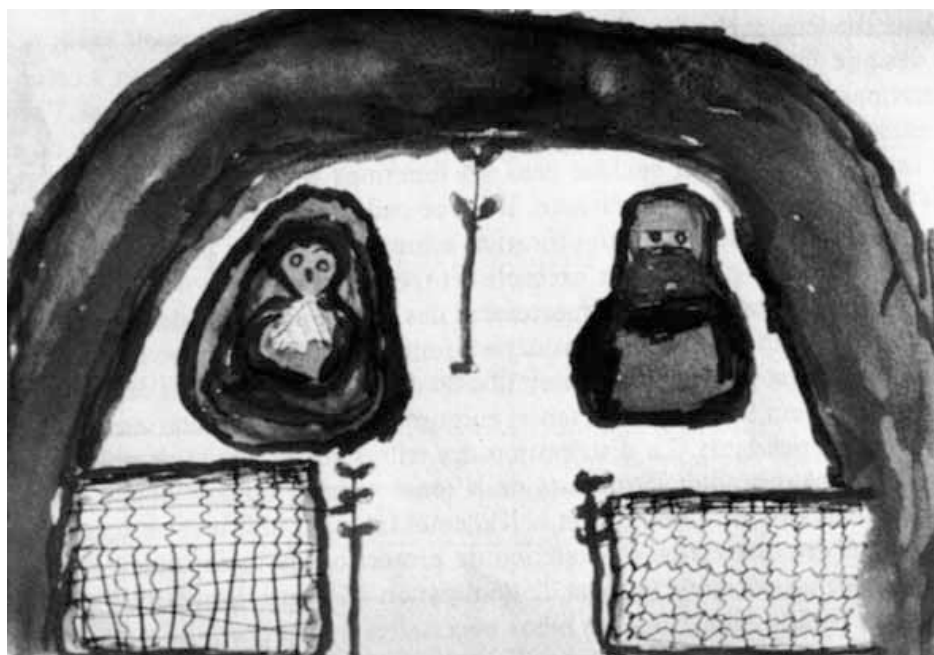
Dans ces lectures différentes de l'organisation sociale, la parenté offre une vision unificatrice et intégratrice où la stratification des groupes n'est évoquée que de manière implicite. Le représentant de ces unités apparaît comme l'"aîné" de la famille, position à laquelle en principe tous ses "parents" parviendront à leur heure. Par contre, dans la vision politique des faits, la hiérarchie est explicite et il devient clair que le chef n'est recruté que dans une portion délimitée de l'unité qu'il représente, c'est-à-dire dans le groupe des ayants droit, institutionnalisé par le statut social de suzerain opposé à celui de tributaire, ou de successeur (*ag ettebel*, "fils du tambour") opposé à celui qui ne l'est pas.

Ces deux conceptions alternatives correspondent à une controverse dans la société touarègue sur le rôle du "chef" et la forme du gouvernement, engageant à une réflexion non seulement politique mais aussi philosophique.

Comment en effet bâtir l'abri ?

Deux modèles architecturaux sont opposés. Le premier est appelé *titek* (*shitek*), terme désignant au sens propre le "paravent de paille et de cuir" qui sert à créer des séparations à l'intérieur de la tente et, au sens figuré, le geste qui repousse, l'action qui exclut. Cette image évocatrice définit ainsi la structure hiérarchique, où chaque catégorie sociale est enclose dans ses fonctions et où seule une partie de la société assume le pouvoir politique.

Dans ce cadre, les mêmes actions n'ont pas la même portée ni la même signification selon le statut des protagonistes. Si le code de l'honneur guerrier par exemple est très strict pour les nobles, il ne régit pas de la même manière le comportement des autres membres de la société qui, jusqu'à un certain point, sont considérés comme "irresponsables".



*La tente. Dessin d'enfant, Ahaggar (coll. M. Gast)*

La métaphore architectonique se poursuit dans l'assimilation des suzerains au pilier central (*tamenkayt*) qui soutient le velum de la tente, entouré par les piquets latéraux que représentent les dépendants. La distribution des tribus sur le territoire politique des confédérations reproduit l'armature de la tente nomade en cuir dont l'usage est répandu dans l'Ajjer, l'Ahaggar et la Tademekkat. Ce cadre met en scène le rôle prééminent des dirigeants. La fonction de protection qu'ils assument s'exprime aussi comme un véritable rapport de domination à l'égard des "faibles" qui sont soumis au tribut. Ainsi, tous les biens nécessaires à la collectivité sont contrôlés et même distribués par *l'amenukal* qui, par exemple, gère l'aménagement du territoire, l'attribution des terrains de parcours, le partage des droits sur les tributaires... Le rôle du chef ou du moins celui de la fraction de lignage qu'il représente est associé au pouvoir et aux avantages qu'il procure. À propos de la chefferie des Imedédaghen, par exemple, Ikhna des Kel Adghagh explique les raisons qui poussent à annexer le pouvoir au lieu de le faire circuler entre les tentes :

« La chefferie (*tamenukala*) est bonne. Si toutes les tentes y goûtent, chacune dira qu'elle veut la garder à son profit. Par contre, si une seule d'entre elles la garde, alors la parenté et les liens ne seront pas gâchés ni rompus. Si une seule tente possède la *tamenukala*, les autres vont oublier sa douceur, bien que cela puisse aussi amener un groupe à se soulever pour la prendre de force » (Tésit, 1985).

À ce système de société hiérarchisé s'oppose un modèle défini dans le discours philosophique par le terme d'*igagan*, qui désigne les "vertèbres", les "voûtes", les "arceaux" et renvoie à une autre conception architecturale où sont éliminés les séparations à l'intérieur de la tente ainsi que le piquet central. Ce sont en effet des arceaux soutenus par les piquets latéraux qui constituent l'armature ou la colonne vertébrale sur laquelle repose le toit de l'abri. Ce modèle correspond à la tente en nattes utilisée dans l'Aïr.

L'homologie entre la structure de la tente et la structure politique fournit à nouveau un passionnant canevas métaphorique. L'Aïr a poussé le plus loin cette conception égalitaire de la société où chaque piquet de la tente a une fonction équivalente. Ce modèle se trouve concrétisé en effet dans le système politique des *ighollan*, établi par les Iteysen et les Kel



*Structure en arceaux de la tente de l'Aïr*

Gress, peut-être à l'arrivée de ces derniers dans le pays, et étendu ensuite aux Kel Ewey et à d'autres groupes qui les ont rejoints. Dans cette organisation, les tribus, placées politiquement sur un pied d'égalité, ont renoncé au tribut et au

statut, même si dans d'autres domaines, comme celui de la culture ou de l'histoire par exemple, se maintient la mémoire de l'origine variée des différents membres des *ighollan*<sup>4</sup>.

L'ensemble des tribus, regroupées dans des confédérations (*taghma*), forment le "corps" des *ighollan*. Chaque représentant, aux différents niveaux, a la charge d'un secteur d'activité privilégié (pastoralisme, commerce, armée, affaires politiques, relations extérieures...). Chacun à leur tour, les représentants d'une spécialité peuvent gérer ces activités pour l'ensemble de la communauté. À l'échelon le plus haut, ces "ministres" sont recrutés parmi les chefs de confédérations et leurs rôles régulièrement redistribués par la collectivité.

Ce système, on le devine, ne laisse pas de place pour un chef qui aurait un "pouvoir" ou une suprématie quelconque mais, par contre, il s'appuie sur deux institutions complémentaires : l'assemblée (*asagawar*) et le chef-arbitre.

Selon les différentes versions de la tradition orale, une délégation de Touaregs partit en quête de cet *amenukal* médiateur et le ramena du Fezzan ou encore d'Istanbul. Pour assumer sa fonction d'intermédiaire neutre entre les tribus, le "Sultan", comme il fut appelé par les Français, avait deux qualités : en tant qu'étranger au monde touareg, il ne pouvait être soupçonné de partialité, et à cause de son extraction considérée comme inférieure, assimilée à celle des *iklan* (esclaves), il devenait révocable à merci et son "pouvoir" était par définition dérisoire. C'est pour cette raison que les Touaregs firent siéger l'*amenukal* non pas sur un trône mais dans un trou.

Son rôle s'apparentait davantage à celui que joue le forgeron (*énad*) ou le religieux (*aneslim*) dans la société touarègue en tant qu'émissaire ou intermédiaire entre deux familles de rang égal, permettant d'éviter dans des négociations délicates tout incident qui pourrait menacer l'honneur des partenaires et dégénérer en conflit guerrier.

Si la chefferie du sultan d'Agadez n'a jamais été contestée depuis sa création au XV<sup>e</sup> siècle, comme l'observe E. Bernus (1986 : 354-355), c'est précisément parce qu'elle ne représente aucune espèce d'enjeu politique. Ce n'est qu'au moment de la colonisation française que les attributions du sultan ont pris plus d'ampleur.

---

4. L'Aïr fournit en effet un exemple très dense de superposition de populations (voir *Encyclopédie berbère*). Culturellement, l'Aïr politique actuel se divise en trois blocs : les Kel Ewey, qui parlent la *takelaweyt* et sont associés à une culture agro-pastorale particulière et à une forme d'organisation fédérale égalitaire, les Endazen, dont la culture (*tendazt*) est née de la fusion entre les fonds Iteysen, Kel Gress et Kel Ewey, enfin les derniers venus, les Imajaghen, qui véhiculent les valeurs hiérarchiques de l'honneur guerrier en vigueur chez les Touaregs du nord. Les Kel Ewey et les Endazen aussi bien que les Kel Gress et les Iteysen qui autrefois étaient membres des anciens *ighollan* de l'Aïr, considèrent les Imajaghen récemment intégrés dans le système des *ighollan* comme des *imghad* (vassaux). Inversement, les Imajaghen assimilent souvent les premiers, sur le plan culturel, à des *iklan* (esclaves). Mais cette discrimination n'a rien à voir avec les rôles politiques de chacun.

Quand les Kel Ewey sont arrivés dans l'Aïr, ils ont peu à peu repoussé les *ighollan* des Iteysen et des Kel Gress vers le sud, mais ils ont conservé l'arbitre nommé par ces derniers. De leur côté, ils ont installé leur propre représentant, qui est aujourd'hui, à Agadez, l'*anastafidet* (issu de la région de Tafidet), dont le statut et le rôle sont comparables à ceux du sultan. Les nouveaux *ighollan* de l'Aïr ont englobé la dernière vague de migrants venus du nord-est et constituent un rassemblement important de *taghma* (pl. *tighmawin*) dont font partie notamment les Ikazkazen, les Kel Tafidet, les Igermaden, les différentes confédérations Kel Ewey, les Kel Nageru, etc.

Notons que certains groupes comme les Kel Ferwan et les Kel Fadey ont refusé d'entrer dans ce système politique et ont été expulsés du territoire des *ighollan*.

Une question se pose cependant. Pourquoi la fonction de l'*amenukal* attachée aux anciens *ighollan* a-t-elle été maintenue, alors qu'une charge analogue, celle d'*anastafidet*, était créée pour la formation politique qui s'y substituait ? Une thèse intéressante a cours parmi les Touaregs : c'est la recherche d'un arbitre à l'échelle de la société tout entière qui aurait fourni l'obligation de conserver l'*amenukal* pour le placer au-dessus des simples enjeux de l'Aïr. Cette tentative de centralisation gouvernementale autour d'un arbitre dont la médiation aurait concerné toutes les confédérations n'a abouti que partiellement et présente un caractère plus théorique que pratique. En effet, l'*amenukal* a servi d'intermédiaire entre l'Aïr, les Kel Gress, les Iwellemmeden de l'Est et même parfois de l'Ouest, ainsi qu'avec les Kel Ferwan et les Kel Fadey (ces deux dernières formations, à l'arrivée des Français, avaient une position flottante, se situant simplement dans la mouvance de la *temust*, sans intégration stable dans les grandes unités politiques en présence, bien que les Kel Fadey se soient rapprochés des Tagareygarayt). Par contre, l'Ahaggar et l'Ajjer ont, dans leurs relations commerciales avec l'Aïr par exemple, complètement court-circuité le rôle potentiel de l'*amenukal*, en traitant directement avec leurs partenaires.

Sur le plan politique, on retiendra que c'est le modèle du chef-arbitre qui a servi à élaborer ce projet d'articulation et de fédération institutionnelle des pôles politiques touaregs qui, à la représentation plurielle de l'Assemblée (*asagawar*), aurait ajouté la charge individuelle de "président-arbitre".

Les deux courants politiques qui s'affrontent ont également des incidences sur la conception du devoir et de l'application du code de l'honneur guerrier, qui intime aux représentants des tentes-abris de défendre ceux qui sont placés sous leur protection.

Pour ceux qui se situent dans l'optique d'une société hiérarchisée, les dépendants doivent être protégés quoi qu'ils fassent, c'est-à-dire même si leur comportement n'est pas honorable car, en fait, l'honneur est l'apanage des nobles.

À côté de cette position paternaliste, le devoir de protection, pour les défenseurs d'un système plus démocratique, où chacun a un poids politique équivalent, ne devrait s'appliquer qu'à ceux qui le "méritent", rendant ainsi à chaque catégorie sociale l'entière responsabilité de ses actes.

Ces divergences idéologiques auront des conséquences importantes dans l'organisation de la résistance contre l'invasion française.

Les correspondances infinies tissées entre la structure sociale, politique, économique et la charpente de la tente qui est en harmonie avec le cosmos, ont ainsi esquissé des courants d'opinion fondamentaux qui sont au cœur du débat politique moderne et dont les prolongements métaphysiques ont des répercussions créatrices également dans le domaine philosophique.

## La première résistance

Au siècle dernier, lorsque commence la pénétration de l'armée française en pays touareg, quatre grands pôles politiques drainent dans leur mouvance les différentes confédérations : l'Ahaggar, l'Ajjer, l'Aïr et la Tademekkat. Un cinquième centre d'attraction s'est édifié à la jonction de ces piliers de référence ; la confédération du "milieu" non pas géographique mais politique surnommée dans ce sens Tagareygareyt et regroupée autour des Kel Denneg (Iwellemmeden de l'Est).

Plusieurs autres unités fédérales se sont esquissées, entretenant des relations éphémères avec l'un ou l'autre pôle au gré de leur évolution et de leurs intérêts, mais n'ont pas encore acquis une puissance suffisante pour remodeler cette partition d'influences (comme les Kel Gress dans la région de l'Ader-Gouber) ou pour conquérir une autonomie véritable (comme par exemple les Touaregs du Damergou et de la Tagama au sud de l'Aïr, les Kel Adagh dans le massif de l'Adrar ou – situés aux confins du domaine des Iwellemmeden Kel Ataram – les Iheyawen n Alad et les Igawdaren de la région de Tombouctou ainsi que les Touaregs de l'Udalen au sud-est).

Les premiers heurts créent un état de surprise et de choc. Les guerriers touaregs n'ont pas ou peu d'armes à feu et ces affrontements inégaux sont meurtriers, si bien qu'en ces premières années du XX<sup>e</sup> siècle, toutes les confédérations ont essuyé de lourdes défaites et ont dû faire leur soumission, à l'exception des Kel Ajjer qui peuvent utiliser comme pays de repli la partie nord-est de leur territoire dominé par une autre puissance coloniale : l'empire ottoman<sup>5</sup>.

Pour la première fois dans l'histoire du pays touareg, l'ensemble de la société est atteint et son équilibre remis en question. L'aspect jugé le plus terrible

---

5. Les Kel Ajjer tiendront tête aux Français tant que les Turcs ne se seront pas repliés, jusqu'en 1911. Alors, une grande partie des leurs se soumettra, tandis que les autres, suivant leur chef Ingedazen, continueront la lutte au Fezzan, s'engageant notamment aux côtés des Arabes contre les Italiens.

de ces défaites militaires réside en effet dans leur extension à tous les fronts que constituent les confédérations touarègues, du nord au sud et de l'est à l'ouest. Si l'affaiblissement d'un élément de la charpente est considéré comme naturel, l'effondrement, en moins de dix ans, de tous les piquets crée une catastrophe sans précédent qui conduit à la condamnation et à l'extinction de la société tout entière.

Cette dépression provoque plusieurs réactions. Dans les manières diverses d'envisager les rapports avec l'ennemi, cependant, une constante persiste au cœur du débat : la référence au code de l'honneur et au devoir de protection des dépendants qui sert à argumenter et à justifier les différents choix politiques des dirigeants, quelle qu'en soit l'orientation.

### *Des "pillards rebelles"*

Dès les premières menaces, la défense touarègue s'est organisée suivant les mécanismes traditionnels, c'est-à-dire, d'une part, en cherchant un renfort contre l'adversaire à travers des alliances nouées à l'intérieur de la société ou sur ses marges, d'autre part, en pillant l'ennemi pour l'affaiblir et pour récupérer ses moyens de combat.

Cette double stratégie ne semble pas avoir retenu l'attention des observateurs extérieurs qui, avec une remarquable unanimité, développent la thèse inverse, c'est-à-dire l'inaptitude des Touaregs à oublier leurs rivalités pour s'unir et l'assimilation de toutes leurs actions défensives à un mobile essentiellement matérialiste : le goût du lucre. Ces deux images du monde nomade sont interdépendantes : si aucune coordination n'existe entre les groupes, c'est qu'il manque une organisation politique digne de ce nom pour l'ensemble touareg et que les intérêts particuliers ou individuels l'emportent toujours sur ceux de la collectivité. Dans le prolongement de cette perspective, les opérations de "pillage", assimilées au fait de dévaster, ravager, saccager, sont interprétées comme une véritable escalade barbare du vol, consistant suivant la définition courante proposée par les dictionnaires à « dépouiller (une ville, un local) des biens qu'on trouve, d'une façon violente, désordonnée et destructive » (*Littre, Le Robert*). Sur ce thème, la vision du XIX<sup>e</sup> siècle ne diffère pas fondamentalement de celle d'aujourd'hui. Voici comment Hanoteau (1864 : XXIV) décrit cette pratique :

« Souvent en querelle entre eux et en hostilité pour ainsi dire permanente avec leurs voisins, ils font à ces derniers une guerre de ruse et de surprise, où tout l'honneur est pour celui qui sait le mieux tomber à l'improviste sur l'ennemi et lui enlever ses troupeaux. La gloire ne se mesure pas à la résistance vaincue, mais à la richesse du butin et à l'adresse avec laquelle on a trompé la vigilance de son adversaire. »

Comment dans cette perspective écrire l'histoire des Touaregs ? Cela se ramènerait, explique Benhazera (1908 : 122) au sujet des Kel Ahaggar, « à raconter une série de razzias continuelles entre eux et les gens de l'Aïr, les Berabiche,

les Aoulimminden, d'une part, les Chaâmba de l'autre. On ne s'y reconnaît plus ». Plus d'un siècle après Hanoteau également, Fuglestad se coule avec aisance dans ce moule en se demandant à propos de la résistance de Firhun « s'il s'agissait d'une véritable révolte visant à évincer les Français du Niger ou si, simplement, il s'agissait d'un rezzou à l'ancienne mode, parti en direction du Dallol Bosso pour piller une région particulièrement prospère » (1973 : 92). Le même jugement s'exprime au sujet de la guerre de l'Aïr menée par Kaosen et Tagama dont l'arrivée « ajouta seulement une bande supplémentaire à toutes les bandes qui parcouraient le pays » (1973 : 115).

Ces interprétations qui dénie ou minimisent fortement la dimension politique des réactions touarègues pendant la colonisation française sont-elles justifiées ?

Il est intéressant de constater, en deçà des récits touaregs qui offrent d'autres versions des faits, que la recension même des événements par les autorités coloniales livre de nombreux éléments confirmant l'existence d'alliances politiques au sein de la *temust*. Par exemple, à partir de 1900, l'Ahaggar et l'Ajjer, qu'une guerre avait opposés entre 1874 et 1878, se rassemblent et feront appel au pacha de Tripoli pour obtenir un soutien, de la poudre et des balles (Gardel : 198). De même, en 1901, une alliance est nouée entre les Iwellemmeden, l'Adrar, l'Ahaggar et Abidine, le Kounta dissident de l'Azaouad (Richer : 176). C'est pourquoi au combat de Tiguirirt en 1901, des Ifoghas et des Taïtoq se trouvent aux côtés des Iwellemmeden (Richer : 173). Cependant, pour expliquer la présence de Touaregs du Nord dans la région de Tillabery pendant la révolte des Iwellemmeden de l'Ouest, au lieu de concevoir l'idée d'une union, Fuglestad échafaude l'étrange hypothèse d'une « coïncidence ou peut-être d'un épisode de la migration millénaire des Touaregs vers le sud » (1973 : 95).

En fait, pour évaluer à bon escient les réactions touarègues durant la colonisation française, une distinction fondamentale s'impose entre des actions régulièrement confondues par les observateurs extérieurs sous les termes indistincts de "rezzou" ou de "pillage", alors qu'elles s'ordonnent en fonction des différentes catégories de l'honneur et n'ont ni la même signification, ni les mêmes implications (Claudot et Hawad, 1982).

Le pillage d'honneur, celui qui est légitime et procure du prestige, est appelé *aqqa*, qui désigne littéralement la parade qu'un combattant oppose à un attaquant en bloquant ses coups. Dans le cadre d'une relation de vengeance (*éggha*), *aqqa* signifie, de même, riposte ou contrecoup et consiste en un "pillage" au sens d'accaparement des biens de l'adversaire, se déroulant dans le respect de règles strictes qui définissent qui et quoi peuvent être touchés. L'un des principes de ce pillage est de veiller à toujours laisser la "semence" ou l'origine (littéralement le "cou", *iri*) de chaque chose, de chaque bien, pour en permettre la pérennité. Les biens pillés dans *aqqa* ne reviennent jamais aux enclos, leur prise étant tenue pour juste et fondée. Les décisions qui concernent un *aqqa* sont d'ordre



politique et se prennent à haut niveau ; le chef de confédération y est nécessairement impliqué.

Au contraire, *téwét* (ou *téwaté*) qui signifie littéralement “coup frappé” peut être porté, en dépit des accords de paix, contre un clan voisin n'appartenant pas, généralement, à la même confédération. C'est une attaque par surprise où l'affrontement n'est pas recherché. Ceux qui font *téwét* ne suivent pas le règlement de pillage en vigueur dans un contrecoup, tout en respectant un minimum de lois, pour ne pas être mis au ban de la société (par exemple, ils ne s'attaquent pas aux pacifistes, ne vont pas jusqu'à “déshabiller” les femmes en leur prenant vêtements et bijoux...). Les personnes pillées viennent réclamer leurs biens et, généralement, en obtiennent au moins une restitution partielle ; en principe le responsable du pays doit intervenir pour que les troupeaux soient rendus intégralement à leurs propriétaires.

À un autre niveau, *térkebt* désigne le droit pris par les plus forts d'arracher leurs biens aux plus faibles ; c'est le “vol du lion” dit-on. Il suppose l'infériorité de l'adversaire et donc ne nécessite aucun courage ; à ce titre, c'est un acte peu valorisant que l'on assimile au viol. La victime peut se plaindre au chef de confédération pour que ses biens soient restitués. Jugé comme une violence faite à autrui, *térkebt* n'est admis que lorsqu'il s'agit de récupérer un bien considéré comme “légitime”, par exemple confisquer le butin illicite amassé par des pillards que l'on a rejoints, saisir le chargement d'une caravane qui n'a pas acquitté son droit de passage, prendre les biens d'un tributaire qui n'a pas payé son impôt... Bien sûr, la “légitimité” des biens revendiqués laisse une large place à la subjectivité. Un suzerain qui pratique *térkebt* sur un dépendant peut prétendre, sous prétexte d'une assistance due, qu'il ne fait qu'appliquer son bon droit. Ce sont davantage les intérêts réciproques des parties qui modèrent *térkebt* ; des tributaires trop souvent maltraités finiraient en effet par se mettre sous la protection d'un autre noble ou d'une autre confédération.

Enfin, *akafal* rend compte d'une façon de piller, intégralement, sans faire de quartier. *Akafal* ne se pratique qu'à l'extérieur du pays touareg et au-delà de son aire d'influence politique. Il caractérise les rezzous lancés contre des étrangers avec lesquels n'existe aucun lien, aucun accord, ni aucune affinité.

Ainsi, contrairement aux contrecoups, qui supposent des partenaires égaux, les attaques sortant de cet axe ne relèvent plus de l'honneur, ni des actes glorieux que l'on pratique au grand jour. Ces faits d'armes sont considérés plutôt comme des “coups bas”. En fait, chaque classe sociale a l'apanage théorique de l'une de ces actions. Dans la pyramide des rôles sociaux, les suzerains doivent en principe ne participer qu'aux pillages d'honneur en réservant à leurs tributaires les “coups bas” qui peuvent apporter à ces derniers une réputation d'intrépidité et de ruse.

Avant la colonisation aussi bien qu'après son ère, ces diverses actions existaient, vécues comme le ferment de la mobilité sociale, indispensable à toute

existence. La fonction de régulateur économique des coups et contrecoups était en effet importante, engendrant une redistribution des biens ainsi que des pouvoirs. Du reste, l'image cosmogonique du cycle à parcourir avec ses étapes provisoires s'applique également au champ de la politique.

À cette conception nomade pour laquelle il n'y a de vie que dans la mouvance (*temtakwaya*) s'est évidemment heurté l'institution coloniale et son projet de "pacification" :

« Le Français, commente Baba à propos de l'occupation d'Agadez en 1904<sup>6</sup>, croyait qu'en le voyant les Touaregs cesseraient leurs expéditions de guerre et de pillage. Il pensait que les Imajaghen allaient détacher les selles de la mouvance et des contrecoups (*aqqaten*) que l'Ahaggar, l'Aïr et l'Ajjer faisaient contre les Iwellemmeden Kel Ataram. Il pensait aussi qu'ils allaient cesser les pillages (*ikafalen*) dans les pays du sud qui n'étaient pas sous leur protection. »

Si les expéditions individuelles se sont poursuivies comme autrefois, mettant à profit le désordre créé par la guerre, les actions de pillage qui – au même titre que les contrecoups – engageaient politiquement les confédérations ont été systématiquement dirigées contre les régions ou les groupements *soumis* à l'ennemi. Ces opérations relevaient d'une stratégie politique menée souvent au niveau interconfédéral avec un corps armé composé de guerriers appartenant aux différentes unités politiques et incluant aussi d'autres populations riveraines situées dans l'orbite touarègue, comme par exemple les Maures de l'Azaouad.

De nombreux rapports militaires attestent ces opérations. Par exemple, on sait qu'en 1896, « un rezzou de Kountas, Idnanes, Hoggars et Kel Ténéré, vient, à 6 kilomètres de Tombouctou, piller des campements de Bérabich et de Gouanines, soumis » (Richer, 1924 : 141). De même, en 1897, « un fort rezzou ennemi marche sur Tombouctou; ce sont des Hoggars, des Kountas avec Abidine, des Iguadaren avec Sakhaoui, des Kel-Antsar avec N'Gouna » qui pilleront dans le Séréré « les villages suspects de connivence avec les Français » (Richer, 1924 : 142). De leur côté, les Kel Ajjer et les Kel Ahaggar de la résistance adressent à Moussa ag Amastan et à ses partisans, prêts à négocier la paix, après la défaite des Kel Ahaggar à Tit en 1902, la menace de les piller et de leur couper les routes commerciales (Gardel : 199). À propos de l'Aïr et des Iwellemmeden de l'Ouest, par contre, Richer (1924 : 189) remarque qu'« un oubli des rancunes en vue d'une coalition contre l'ennemi commun, le Français, eût pu être indiquée; il n'en fut rien : pendant les trois années que les Oulliminden eurent à se débattre contre les Français, ils eurent encore à se garder dans l'Est contre de fréquentes incursions des Kel Aïr ». Cependant, les exemples fournis à l'appui de ce jugement ne font, au contraire, que confirmer la stratégie des Touaregs qui consistait à piller tous ceux qui étaient susceptibles de collaborer avec l'ennemi. Ainsi, « en 1903, les Kel Aïr se montraient plus menaçants que jamais,

6. À ce sujet, voir Salifou, 1973 : 28.

de mars à juillet, au moment où Firhoun recueillait dans ses tribus l'amende de guerre qu'il devait payer au lendemain de sa soumission ». De multiples rezzous Kel Aïr sont également enregistrés dans les années 1906, 1907, 1909, c'est-à-dire alors que les Iwellemmeden ont fait acte d'allégeance aux Français.

Ainsi replacées dans leur contexte, de nombreuses opérations de "pillage" qui, pour beaucoup d'auteurs, témoignent du caractère désordonné des nomades, apparaissent chargées d'une signification pleinement politique.

### *Les options politiques*

Tandis que l'étau se resserre sur le pays touareg, les enjeux politiques se cristallisent autour des forces en présence. Désormais, l'attitude à opposer à l'occupation française focalise la scène politique et c'est en fonction de ce problème que s'expriment les rivalités pour la chefferie. Des voies variées apparaissent dans la manière d'envisager les rapports avec l'envahisseur.

Après les rudes échecs militaires infligés aux Touaregs, le défaitisme atteint une partie de l'opinion. Porté par ce courant, le but politique de certains consiste alors à tenter de préserver au mieux leurs intérêts de vaincus. Parfois dictée par le réalisme, cette position oppose souvent les jeunes chefs aux anciens plus intransigeants bien que l'autre cas de figure existe également (comme, par exemple, Lawey des Iwellemmeden Kel Ataram et son neveu Firhum). Elle sert également de tremplin aux ambitions politiques de nouveaux candidats à la chefferie, auxquels la tradition ne donnait pas forcément la priorité. Collaboration ou sens pratique, carriérisme personnel ou objectif politique ? Les facettes de ces déterminations "pacifistes" ont été analysées de manière détaillée au sujet de l'Ahaggar et de l'ascension de Moussa ag Amastan<sup>7</sup>. Des situations comparables adviennent dans pratiquement toutes les confédérations, notamment celles qui sont dotées d'une chefferie à fort enjeu politique. Par exemple chez les Iwellemmeden Kel Denneg, en 1903, Ikhézi, héritier présomptif du pouvoir, part en dissidence tandis qu'Ismaghil, « qui reconnaît sagement notre influence », commente Nicolas (1950 : 84), devient le chef officiel de la confédération. En 1904, Ismaghil, malade, laisse l'exercice réel du pouvoir à Ikhézi. Alors la rivalité pour le commandement se manifeste sous les traits d'un nouveau candidat, Besta, qui espère avec l'aide des Français supplanter les Kel Nan au profit de sa tribu, les Ikharkhéren (Nicolas, 1950 : 85).

Contrairement à ces luttes pour le pouvoir qui entraînent des partisans dans leur sillage, la soumission du chef-arbitre d'Agadez, l'*amenukal* Ousman, n'aura aucune influence décisive sur les choix politiques de l'Aïr, comme les Français en feront eux-mêmes l'expérience : Ousman, jugé "incapable", sera déposé, tout comme son successeur Ibrahim Dassouki (Salifou : 30).

---

7. Voir Bourgeot, 1984.

Malgré l'acte de soumission, cependant, une grande partie des Touaregs reste profondément hostile aux Français. Le rejet de la domination étrangère se traduit d'abord par la non-collaboration et aussi par le refus de cautionner un simulacre de pouvoir qui sert des intérêts extérieurs ; ce fut par exemple la position du chef des Ajjer, Ingedazen qui, bien qu'en rébellion contre les Français, n'accepte pas pour autant l'investiture proposée par les Turcs en 1909 (Gardel : 298).

La plupart des chefs politiques, tant qu'ils pensent que l'heure d'agir n'est pas venue, cherchent à gagner du temps en utilisant l'évitement ou la diplomatie. D'autres choisissent la clandestinité et la résistance armée.

En fait, dès les premiers affrontements avec la puissance coloniale, une polémique sur l'organisation de la résistance s'engage, impliquant des convictions politiques différentes. Les uns veulent résister dans le respect des valeurs traditionnelles, en restant dans leur pays et en protégeant leurs dépendants. C'est ce même point de vue qui a déjà conduit certains à rechercher des solutions négociées et pacifistes, du moins tant que la résistance armée n'est pas suffisamment équipée. D'autres n'admettent pas la défaite et choisissent l'exil, avec, pour la plupart d'entre eux, la perspective de refaire leur force et de mettre sur pied une résistance extérieure. Dans ce cadre, le code de l'honneur sera interprété sur un mode plus égalitaire puisque le devoir de protection ne s'applique qu'aux frères de combat.

« Depuis la première défaite d'Egatrigh au nord de l'Aïr [c'est-à-dire en 1899, lors du passage de la mission Foureau-Lamy], à une époque où les Touaregs n'avaient pas d'armes à feu, s'est instauré un débat entre ceux qui veulent résister dans leur pays et avec leurs traditions et ceux qui veulent la résistance quelle qu'elle soit, pourvu qu'ils n'aient plus de Français dans leur pays. C'est depuis ce temps que se sont dessinés les partisans de la guerre moderne mais aussi les partisans de l'exil, quitter tout le pays où il y a des Français et les combattre partout où ils se trouvent, même si c'est contraire à l'honneur de la noblesse qui n'abandonne ni son lieu ni sa position ni ses dépendants [*tilaqqawin*, littéralement ses "faibles", ses "pauvres"]. »

Ce commentaire de Baba ag Moussa situe les enjeux non seulement politiques mais éthiques et philosophiques qui sous-tendent le choix de la résistance intérieure ou extérieure. Dans les milieux suzerains qui se sentaient investis d'une responsabilité à l'échelle de la confédération, le grand débat politique fut celui-ci, même si certains individus s'en écartèrent en y juxtaposant leurs ambitions personnelles.

La résistance s'organise dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, combinant la diplomatie et les préparatifs militaires.

« À cette époque, dit Baba, même si les Touaregs n'ont pas d'armes à feu, ils savent très bien que, vu la manière dont le Français est venu dans leur pays, il ne le quittera pas sauf par une résistance sérieuse menée avec des armes comme les siennes. »

Aussi, à l'intérieur du pays, les résistants cherchent à se doter d'un équipement matériel égal à celui de l'adversaire : par exemple, dans l'Aïr, poursuit Baba,

« depuis le premier affrontement avec les Français où la défaite a été consommée, chaque combattant touareg a commandé un fusil. Dans toute caravane qui part, il n'y a pas un homme qui n'envoie un bien pour acheter une arme à Ghat, Ghadamès ou Tripoli. »

Pendant ce temps, les opérations diplomatiques continuent en ville :

« Les chefs, eux, qui utilisent la politique, restent sur place pour maintenir avec les Français un semblant de contact qui laisse le temps de réunir les armes. »

Par contre, la résistance extérieure se structure sur des bases nouvelles, aux marges du pays touareg comme le Kaouar et le Tibesti à l'Est, le Fezzan au Nord-Est, le Tafilalet au Nord-Ouest, le Darfour et le Kanem au Sud-Est, rejoignant d'autres mouvements de résistance, comme la Sanûsiyya, les insurgés du Ouaddaï ou ceux de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine.

« Après le premier affrontement avec la mission de *Kammanda* (Foureau-Lamy, 18991), dit Baba, un grand nombre d'Ikazkazen et d'autres Touaregs partirent pour rejoindre Elmahdi Senoussi mais aussi d'autres résistances au pays d'Abéché et du Darfour. [...] Une partie des Ikazkazen : les Igerzawen, et d'autres comme les Kel Tagayt, quelques Kel Gharus et les gens des Kel Tamesgedda, Kel Gress et Igдалen, ont quitté l'Aïr et se sont établis à Gouro, Kabi et Waw [Ouaou al Kabir]. Ils ont pris la route de l'exil car ils ne voulaient pas partager le pays avec les Français. Tout le long de la route, ils les ont combattus jusqu'au pays d'Abéché. »

Entre 1901 et 1902, Riou (cité par Salifou : 23) note un mouvement d'exode général vers l'Est :

« Seuls les Kel Owey (moins les Izakayen et les Imarsouten) et les Immazourag de Dan Mélé refusèrent de suivre le mouvement. Toutes les autres tribus s'enfuirent : Tamas Guidda et Mallamey, Ikazkazen, Kel Tamat, Iforas, Igдалen, Imarsoutan, Izakayan, Isherifen, Izzagharen, avec la plus grande partie des Kel Gress qui venaient d'être battus à Janguébé et à Galma. »

De même, les Kel Ajjer se replient dans le Fezzan pour solliciter l'aide des Oulad Sliman et des Chiatti (Gardel : 259, 269, 298). En 1902, les Ihadana-ren de l'Ajjer se retirent dans le Tibesti (Gardel : 207).

Les Touaregs de l'Ouest et les Maures qui sont dans leur orbite se tournent vers le Tafilalet au sud du Maroc. Par exemple, le Kounta Abidine (qui a assuré la liaison de guerre entre l'Ahaggar et les Iwellemmeden), « s'est réfugié dans le sud marocain et de là, lui-même ou par ses nombreux fils, il a dirigé les incessants rezzous descendant périodiquement vers le Niger et auxquels nos troupes méharistes, écrit Richer (135), se sont heurtées maintes fois. De même, note Nicolas (1950 : 91), Elkhimaret, champion de la révolte individuelle dans le Dinnik, a disparu depuis juin 1916. Il opère en réalité dans le Ténéré avec des Rg'eybat amateurs de rezzou ». (Nicolas : 91)

Certains chercheront appui auprès des Peuls de Sakato. Ainsi, en 1918, après la défaite de Kaosen, le chef des Isherifen des Kel Denneg part en dissidence vers Godebâwa et sera refoulé par les Anglais (Nicolas : 100).

Ce mouvement d'exil, avec des flux importants au moment des indépendances africaines, s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui, mais dans un espace géographique beaucoup plus réduit qu'autrefois à cause du resserrement progressif des possibilités d'alliances politiques à l'extérieur du pays touareg. Une diaspora touarègue importante s'est créée entre le Tchad et le Soudan, formée par la première vague d'émigration partie de l'Aïr, du Damergou et de l'Azaouar, et alimentée par des arrivées ultérieures : « Maintenant, ils sont là-bas, composés de nombreuses tribus. Leur pays commence à partir d'Abéché, puis El Fasher et Labyat » (Baba). D'autres flux d'exilés ont rejoint l'Arabie Saoudite, notamment dans les années 1960.

Ces conceptions de la résistance qui correspondent à des orientations politiques différentes apparaissent enracinées dans des courants d'idées à l'œuvre depuis longtemps au sein de la société touarègue et dont la conceptualisation existe à la fois sur le plan politique, philosophique et cosmogonique. La confrontation de ces options et des projets de société opposés qu'elles incarnent va jouer un rôle fondamental notamment en 1917 pendant la guerre de Kaosen, ainsi qu'au moment des indépendances africaines en 1960-1963. Jusqu'à aujourd'hui, c'est autour des principes qui les différencient que se structure le forum politique et que se détermine l'éventail des choix stratégiques chez les Touaregs.

Issu de ce contexte, un nouveau leader de la résistance, Kaosen, fait son apparition en 1916.

## La guerre de Kaosen

### *Portrait*

Kaosen fait partie de la vague d'émigration qui quitta l'Aïr après la bataille d'Egatrigh en 1899. Son nom exact est Kaosen ag Kedda, prononcé aussi ag Gedda (tandis que l'appellation Wan Tegidda, donnée par tous les auteurs sans exception à la suite des archives militaires, est inconnue<sup>8</sup>). Il appartient à la fraction Ikazkazen des Igerzawen dont le chef, Wuro, mourut à la bataille de Taghawaji en 1905, en combattant aux côtés d'Adamber des Tinwafara de la même tribu et chef de la grande confédération (*taghma*) des Ikazkazen. Après la disparition de Wuro, les tentes des Igerzawen de l'Aïr, qui en majorité étaient déjà parties en exil, se sont fondues dans les autres fractions Ikazkazen, c'est-à-dire les Tinwafara, les Afagarwel et les Kel Ezareg, et n'ont plus eu de représentant autonome. De même, au Sud, l'identité collective des Igerzawen se dilua au sein des Ikazkazen du Tagama et de l'Alakouas.

---

8. Cependant, le sens de cette appellation (voir chapitre IV) a une cohérence certaine par rapport à l'action menée par Kaosen, aussi n'est-il pas impossible qu'il s'en soit lui-même doté dans ses rapports avec l'extérieur.

Toute la littérature existante a brossé de manière uniforme le portrait de Kaosen présenté comme un Ikazkazen de mère esclave, né au Damergou vers 1880 et appartenant à la tribu des "Iguernazen" (par exemple, Salifou : 55), souvent assimilés aux Imezzurag<sup>9</sup>.

En fait une confusion s'est instaurée entre les Igerzawen de l'Aïr, les Imezzurag de Gangara au Damergou (Nicolas, 1950 : 97) descendant d'une souche de Kel Gharus, Ikazkazen et Kel Gress mêlés, et enfin les Ikazkazen du Damergou oriental et de l'Alakouas. Ces derniers, implantés dans ces régions depuis longtemps, sont issus entre autres des Igerzawen, Ifadalen, Imaqqaughen de l'ancienne confédération des Kel Tamat. Leur migration fort ancienne représente une extension des tentes à la conquête de nouveaux espaces, dont la cible fut le royaume de Bornou, et qui, après avoir fondé une assise suffisante dans les lointains, se sont peu à peu autonomisées, tout en conservant avec la souche-mère de nombreux rapports, notamment sur le plan politique et commercial.

Cette identité incertaine de Kaosen, qui a servi à élaborer de nombreuses analyses scientifiques, ne correspond nullement à celle que les Touaregs de son entourage proche, ceux qui l'ont connu personnellement, attribuent au personnage.

« Kaosen ag Gedda, dit Baba, est né dans l'Aïr, dans la vallée de Tamezlagh. C'est un Ikazkazen Igerzawen [le nom tribal n'a pas été accordé pour une identification plus aisée des groupements]. Son père est des Ikazkazen et des Kel Fadey. Il ne s'appelle pas Wan Teggida mais Gedda. Sa mère est une noble de la chefferie des Igerzawen. Si les Français disent que la mère de Kaosen est une esclave, alors tous les Touaregs sont des esclaves. Elle est de la famille de Wuro qui est mort au combat de Taghawaji. [...] Quand je suis né [vers 1897], la mère de Kaosen n'était pas en vie, mais j'ai très bien connu sa sœur de même père et même mère, elle s'appelait Tinwawa ; elle a un enfant qui est le neveu de Kaosen et qui s'appelle Abaqa. »

« Le père de Kaosen, précise de son côté Fakando, est un noble sans *ettebel* et sa mère une authentique noble des Ikazkazen de la famille des Igerzawen. »

En fait, l'action controversée de Kaosen, si elle est quelquefois ramenée à son ascendance, concerne non pas sa mère mais plutôt son père, Kedda. Dans son récit de la révolte, Fakando introduit une nuance de dérision au sujet de Kaosen en l'appelant ag Kedda, « fils de Kedda » :

« Kaosen est connu. Son père s'appelle Kedda : Kaosen ag Kedda, et Kedda n'a jamais fait quelque chose d'important, pas même "bahi" avant que Kaosen arrive. »

Par contre, les capacités guerrières de Kaosen et ses ambitions militaires font l'unanimité et ce trait de caractère est renvoyé à sa petite enfance :

« Nous tous, raconte Baba, quand nous étions enfants, avons joué avec Kaosen. Il montait sur un âne et nous le poussions devant nous. On était une armée d'enfants et lui nous disait : "c'est moi le chef!". Depuis qu'il était petit, il voulait être le chef d'une armée de coups (*téwét*) et de contrecoups (*agqa*). Tout enfant, il s'était déjà profilé comme un homme de heurts et de chocs. Il ne faisait jamais la sieste, il ne dormait pas, passant son temps à jouer à la guerre, suivi

9. Contrairement à ce qu'écrit Nicolas (1950 : 97), Kaosen n'est pas le frère d'Ibrahim, chef de Gangara au Damergou, nommé par les Français.

par une bande d'enfants qu'il dirigeait. Depuis toujours, Kaosen était fort en stratégies et en tactiques et dès qu'il a commencé à prendre la tête d'une armée de vauriens composée de vassaux (*imghad*), d'esclaves (*iklan*), de nobles (*imajaghen*) et même de forgerons (*inaden*), tous des contestataires, il les a dirigés et ils ont fait des expéditions à l'encontre des lois du pillage d'honneur. Kaosen avec son armée d'enfants était prédisposé à devenir un chef militaire. [...] C'est pourquoi, dès que les premiers exilés sont partis, il les a suivis. Mais déjà il avait en tête comment il organiserait sa propre armée. C'est tout un caractère qui s'est manifesté dès son jeune âge jusqu'à ce que l'imagination devienne une réalité et une habitude : jusqu'à sa mort, Kaosen fut le chef de sa propre armée. »

Le rôle qu'a joué Kaosen dans l'histoire touarègue fait l'objet d'une polémique encore vive aujourd'hui. Cependant, les points de discussion appartiennent à un champ sémantique complètement différent de celui des observateurs étrangers dont les grands principes demeurent l'absence d'organisation de la révolte, la recherche du butin comme mobile essentiel des acteurs et la fonction motrice des influences extérieures comme le mouvement sénoussiste. Si la trame événementielle et chronologique donnée par les témoins rivaux de cette guerre coïncide souvent, l'appréciation des événements de part et d'autre n'a pas beaucoup de rapport. Dans les récits respectifs de Fakando et de Baba, les faits sont soupesés et analysés à la lumière des enjeux politiques et du grand débat idéologique à l'œuvre dans la société touarègue.

C'est cet aspect des choses, le "sens" donné aux faits, qui sera examiné ici, réservant pour une autre publication la recension détaillée des batailles et des mouvements de l'armée de Kaosen.

### *Les années d'exil*

L'itinéraire de Kaosen dans l'exil est décrit comme celui d'un homme qui cherche une solution pour concrétiser ses vues politiques et ses ambitions militaires. Son but est tracé : libérer le pays touareg ; il reste à trouver les moyens logistiques de l'accomplir en mettant sur pied une armée équipée et organisée<sup>10</sup>. Son rôle fédérateur se manifeste très tôt :

« Kaosen est apparu comme l'unificateur des exilés touaregs qui avaient laissé le pays aux Français. Avant même qu'ils s'établissent, il se révéla comme un champion de leur organisation en une seule armée, une seule confédération (*taghma*) touarègue d'exilés en lutte contre les Français. Pourtant, ce groupe au début était disparate, comprenant plusieurs tribus et fédérations qui ne venaient pas du même ensemble : Kel Gress, Kel Azawagh, Ikazkazen, Kel Ewey et d'autres. Mais vite Kaosen les a réunis dans une structure nouvelle, il a formé avec eux un corps touareg (*iyet taghasa n imajaghen*) discipliné en une seule armée ; même les enfants et les femmes, il les a organisés. Avant de rencontrer Elmahdi [chef de la Sanûsiyya] et son armée, il s'était déjà montré comme un homme politique moderne, alors qu'il ne connaissait que le combat des expéditions rapides (*ibrijiten*, « ébouli s » au sens propre) et des coups de main (*téwaté*). Il est apparu comme un stratège qui surpassait les chefs traditionnels en savoir politique et en capacité d'organiser les touaregs exilés. »

10. Kaosen suit la même école. que d'autres Touaregs dissidents comme par exemple Attisi ag Amellal des Kel Ahaggar, Sidi ag Kharkhat et Ingedazzen des Uraghen ou Amud des Imenan qui se sont exilés au Fezzan (au sujet de leurs alliances politiques avec les Arabes, voir Gardel 1920).





*Kaosen ag Kedda avant son retour dans l'Aïr (coll. famille de Kaosen).  
Photo prise par un prisonnier italien (voir Petragnani, 1928).*

Dans ces années passées hors du pays touareg, les pistes incroyablement entrecroisées que suivit Kaosen montrent à quel point les alliances qu'il nouait au gré des possibilités étaient instrumentales, plutôt qu'idéologiques. Ainsi, d'après Salifou, il se signale en 1909 au Kanem parmi les sénoussistes, dans une bataille contre les Français. La Sanûsiyya qui cherche un combattant décidé pour repousser les Italiens lui confie alors le commandement de l'Ennedi. Après des pillages conduits dans cette même région, Kaosen, harcelé par les Français, se réfugie au Darfour. Mais en litige avec le chef de ce pays, il se dirige en 1911 dans l'Ennedi septentrional où il demande asile « au nom de Mohamed Souni ». En 1912, « dépouillé à son tour par des Gaèdas et des Nakazzas, qui furent d'abord ses victimes, Kaosen s'enfuit au Borkou » d'où il est chassé par Mohammed Souni, en raison de sa conduite ; sentant sa situation compromise, il offre alors sa soumission aux Français, dont il obtient des chameaux pour se rendre à Arada. Entre-temps, les Turcs se sont installés au Borkou et Kaosen se met à leur service. En 1915, il apporte son concours au fils de Mohammed Souni dans une bataille contre les Italiens. En février 1916, sa présence est signalée dans le Djebel tripolitain. En août 1916, il se trouve à Ghat « à la tête de deux cents réguliers muni d'un canon tirailleur » (Salifou : 56-57).

Kaosen a atteint son objectif : avoir une armée moderne sous sa direction. Abandonnant alors la mission dont l'a investi son alliée, la Sanûsiyya, il s'apprête à rejoindre son pays pour chasser les Français en ayant déjà averti les siens de son projet pour les inviter à s'y rallier.

« Un an avant son arrivée dans l'Aïr, Kaosen a écrit à tous les chefs (*ighollan*) et à l'*amenukal* de l'Aïr, Tagama, [...] sans que la nouvelle tombe dans l'oreille des Français. Alors Tagama, claudiquement, a réuni tous les chefs du pays, ceux des conseils (*tinaden*). Il leur a dit : "Kaosen, votre homme, un enfant du pays, s'annonce. Je vous en supplie, soulevons-nous tous et réunissons-nous pour l'aider à faire régurgiter notre terre par les Français, ainsi serons-nous maîtres à nouveau de notre pays comme tout être humain". Alors l'*amenukal* Tagama et beaucoup de chefs (*ettebelen*) de l'Aïr [...] ont envoyé à Kaosen le message qu'il arrive vite pour faire rendre le pays et toute la terre touarègue qui avaient besoin de ses armes et de sa stratégie. »

L'arrivée de Kaosen donne lieu à plusieurs préparatifs. D'abord, les personnes qui peuvent dénoncer la révolte sont éliminées, comme par exemple Tourawa Mellé, proche de Tagama (à ce sujet, voir Salifou : 59-61). Un palais est bâti pour Kaosen à côté du minaret de la grande mosquée d'Agadez. Une délégation de guerriers avec des vivres, des montures, des outres et des cordes part à sa rencontre et le rejoint à Djanet. Enfin, la nouvelle est diffusée dans l'ensemble du pays touareg par Tagama et les autres chefs de l'Aïr « à tous les chefs touaregs qui méritent de l'entendre » :

« De l'Aïr jusqu'à la Tademekkat, de Ghat jusqu'au pays des Kel Gress qui sont au sud, tous ont appris que Kaosen arrivait pour réunir les Touaregs et faire régurgiter leur pays. » (Fakando).

### *La jonction des deux résistances*

Kaosen entre dans l'Aïr clandestinement et rejoint le campement principal des Ikazkazen dans la vallée d'Amantaden. Devant l'assemblée réunie des chefs de la confédération, il va prendre la parole en plaidant pour l'union :

« Je voudrais que vous soyez les Touaregs que vous étiez. Je vous demande de vous organiser et de vous réunir en formant une seule tête, un seul bras avec les autres frères touaregs pour que nous repoussions les Français hors de notre pays. Donnez-moi les bras, la volonté et la dignité de vos cœurs, et moi par le canon, je vous expulserai les Français de l'ensemble du pays touareg. Nous les chasserons jusqu'à ce qu'ils s'éloignent du pays des Noirs et des Arabes qui sont aux lisières de notre pays. Il n'y a pas de repos pour nous tant que l'ennemi est baraqué sur notre terre. Combattons jusqu'à ce que l'envahisseur quitte notre pays et s'éloigne aussi des sociétés voisines de la nôtre. »

À la suite de cette harangue, poursuit Fakando,

« toute la jeunesse et toute la force des Ikazkazen et des Ifaden se sont dressées d'un coup et d'un seul mouvement se sont jetées dans l'armée de Kaosen<sup>11</sup>. ».

Chaque recrue reçoit un fusil et des munitions et la troupe armée quitte le campement la nuit même pour se rendre à Agadez, à une distance de deux jours de chameau en direction du sud.

Le 13 décembre 1916 (voir Salifou : 66), la ville est encerclée et occupée, mais le canon de Kaosen ne parviendra pas à détruire le camp militaire ennemi. C'est le début d'une longue série d'affrontements qui, avec la mobilisation de toutes les forces françaises et de leurs alliés<sup>12</sup>, va aboutir à des défaites et à des repliements successifs des résistants hors d'Agadez (13 juillet 1917) puis de l'Aïr (25 mars 1918). Chaque bataille perdue entraîne son contingent de soumissions, tandis que le rang des irréductibles composé par la majorité des Ikazkazen et des Ifaden et une partie des Kel Gharus, Kel Ewey, Kel Ahaggar, Iwellemmeden suivant Elkhurer, Kel Ajjer et enfin Chaâmba enrôlés par Kaosen, poursuivra la résistance hors de l'Aïr.

Quelles sont les réactions de la société au projet de Kaosen ?

En ces premiers jours de la résistance, les liens inter-confédéraux se resserrent :

« Pas une tribu, pas une confédération qui n'ait été représentée par une délégation ou en totalité auprès de Kaosen, ceux du Sud, les Kel Gress et ceux du Sud-Est, les Iwellemmeden, et aussi les Iwellemmeden de l'Ouest, et les Kel Ahaggar représentés par Moussa ag Amastan lui-même, sans oublier les Kel Ajjer qui déjà en grande partie constituent la force d'origine de Kaosen avant son arrivée dans l'Aïr, et les Kel Ewey et tout le reste, tous ceux qui étaient décidés à combattre et à rentrer dans l'armée des Touaregs [...]. Certains, s'ils n'étaient pas arrivés, c'est parce qu'ils luttèrent de leur côté avec les Français comme une partie des Iwellemmeden de

11. L'engagement des Touaregs dans la résistance a été essentiellement rapporté dans la littérature coloniale à leur "goût de la rapine", voir par exemple Gaffiot 1919 : 13, cité par Salifou : 73 : « Les Touaregs affluent au camp de Kaosen pour s'enrôler et avoir bientôt leur part légitime du butin » après la défaite de Tchintaborak.

12. Une aide anglaise de près de 400 hommes est envoyée aux Français (voir Salifou : 80-81, note 101).

l'Ouest<sup>13</sup> et certains Kel Essuk, mais ils avaient envoyé un message. C'était une fête pour nous les enfants, mais aussi pour tout le monde. Agadez était devenue en quelques jours comme un festival (*tiksest*) de la politique touarègue. Les délégations et les combattants qui arrivaient étaient très beaux, avec leurs habits et leurs montures harnachées, comme s'ils allaient à une fête d'honneur » (Fakando).

Cependant, Kaosen reste en marge des festivités et de la joie de l'union des Touaregs. Deux choses le préoccupent : d'un côté, la force de l'ennemi dont il attend la riposte et de l'autre l'absence de temps pour former les Touaregs à "une résistance moderne qui ne ressemble pas aux guerres de l'honneur". C'est pourquoi, pendant le siège d'Agadez, il consacre plus de temps à expliquer et à faire comprendre sa conception de la résistance au sein de l'assemblée, qu'à monter des attaques ou à s'acharner à détruire le poste français encerclé.

En réalité, Kaosen n'est pas pressé de combattre les Français, pensent certains, car il sait que tant que la résistance n'est pas organisée, il n'obtiendra pas la victoire finale. D'autre part, il ne veut pas sacrifier les rares hommes

« qui connaissent cette guerre où les guerriers se cachent et vous tirent dessus par des meurtrières. Les seuls qui ont fait ce style de combat, ce sont les anciens, ceux qui font le chemin avec lui depuis longtemps comme Elmokhtar Kodogo et Aghali Tabeshkuwen » (Baba).

Ce qui lui paraît prioritaire, c'est d'organiser les combattants. Alors, pour gagner du temps, il préfère, comme un chat avec la souris, "taquiner" les Français non seulement dans leur terrier, mais aussi du côté des pays qui leur sont soumis en envoyant des expéditions de pillage dans l'Ader, à Tahoua, au Damer-gou et dans l'Alakouas.

À ceux qui sont pressés de le voir marquer des points contre l'ennemi, c'est-à-dire gagner des batailles, Kaosen rétorque que son but est ailleurs : il faut d'abord bâtir la résistance en changeant de stratégie et d'organisation puisque les anciennes méthodes ont échoué.

« En ayant peur que les Français nous brisent », répond-il à Moussa ag Amastan qui se désengage<sup>14</sup> après avoir évalué que le rapport de force était défavorable à Kaosen, « tu n'as pas compris ce que j'essaye de construire. C'est bâtir sur votre faille une résistance sans fin. Si vous ne savez pas faire de votre défaite une arme, pourquoi venez-vous à moi ? Moi, si je n'avais pas été au courant de votre faiblesse, je ne serais pas venu à vous, car je sais que vous étiez déjà soumis et renversés et que vous vous tordiez sous les pieds des Français » (Fakando).

Au pessimisme de certains sur les chances de la rébellion, comme son parent Khaj Mussa, chef des Ikazkazen Kel Ezareg, qui compare les Français à des sauterelles, Kaosen oppose sa volonté de construire une résistance durable :

13. À cette date, la défaite des Iwellemmeden Kel Ataram à Aderamboukan a déjà eu lieu (9 mai 1916) et Firhum, leur chef, est mort le 25 juin. Un petit groupe d'Iwellemmeden avec Mohamed Ahmed arrive en septembre 1917 pour rejoindre Kaosen (Richer : 291).

14. Au sujet de l'attitude de Moussa ag Amastan, voir rapport du Capitaine Depommier, in Salifou : 62

« Même si les Français et leurs esclaves noirs sont aussi nombreux que les grains de sable des dunes du Ténéré, si j'incruste et casse dans vos cœurs l'épine du refus de leur domination, quand bien même leur force deviendrait celle du roc et du cuivre pétrifiant les piliers de l'éternel, un jour, le seul vagissement de votre résistance face à leur armée les fera vaciller » (Fakando).

Mais alors pourquoi entamer une action qui n'est pas suffisamment préparée ? Pourquoi combattre si la victoire n'est pas assurée ? Pourquoi sacrifier des hommes inutilement ?

Dans toutes les assemblées et à tous ceux qui lui reprochent d'avoir une position aventureuse et irréaliste, Kaosen répète cette phrase :

« La corde qui est en usage et qui puise l'eau chaque jour (...) s'use moins vite que la corde pliée et suspendue à un arbre où elle se fera dévorer par les termites. »

Les termites pour Kaosen, commente Fakando,

« c'est la soumission, et la corde en usage qui s'use moins vite que celle qui est posée, c'est la résistance, même si elle est perdue. Ainsi, Kaosen définit-il ce qui est déjà en cours chez les Touaregs. »

Le revers considéré le plus redoutable, celui qui compromet la résistance et mène à l'extinction de l'ensemble de la société, est en effet l'enrôlement des Touaregs dans les forces militaires ennemies, car ils connaissent les stratégies, les repères et les réactions des leurs :

« Des Touaregs soumis à une armée étrangère, dit Kaosen, c'est la mort de tous les Touaregs, une mort qui dépasse celle qui jaillit des canons et des fusils des Français et des Turcs » (Fakando).

Si malgré la situation défavorable, Kaosen entame les hostilités, c'est parce que les discours et la propagande ne suffisent pas à convaincre les Touaregs de la nécessité de bâtir une nouvelle stratégie et d'accepter une nouvelle organisation. Pour trouver cette motivation et la défendre, ils ont besoin des actions guerrières, qui sont leur référence et leur vie.

Comment Kaosen envisage-t-il cette résistance moderne ?

Pour lui, elle a deux aspects : l'un, logistique, concerne la formation de guerriers « sages, disciplinés et entraînés aux tactiques et aux coups bas de la guerre moderne », l'autre, politique, consiste à « renforcer l'organisation des tribus ».

Cependant, la tactique de combat que Kaosen essaie d'inculquer aux Touaregs contrarie profondément leur honneur et leurs habitudes. Aussi doit-il sans cesse en expliquer les règles :

« La guerre que nous menons n'est pas comme celle d'autrefois entre deux groupes touaregs pairs. Sachez que l'ennemi nous dépasse en nombre et en force [...]. Je vous demande de combattre comme des loups ou comme des chacals qui, chaque fois qu'ils frappent, s'enfuient et de nouveau reviennent au combat, arrachent un morceau et se sauvent, se cachent et reviennent encore. Je ne vous demande pas d'être des lions, mais des chacals. Je ne vous demande pas d'être des piliers de combat face à la mort, mais des buses qui ne frappent qu'une fois que c'est utile, frôlent brusquement la cible et sortent du champ de combat, revenant du côté où l'ennemi ne les attend pas [...]. Ne soyez pas ceux qui balisent les champs de bataille, mais soyez des mouches du coche qui perturbent. » (Fakando)

L'un des principes de cette stratégie est de tout faire pour économiser les combattants. Aussi Kaosen reproche-t-il à son oncle Elmokhtar Kodogo à la bataille d'Agelangha (dont l'enjeu symbolique est d'autant plus important pour les Ikazkazen qu'elle se déroule sur le cimetière de leurs ancêtres), de ne pas avoir empêché ses guerriers de se jeter directement dans le combat au lieu de les lâcher par petits groupes mobiles et rapides qui frappent l'adversaire et s'enfuient :

« Pourquoi ne pas avoir appliqué la stratégie des coups bas : frapper l'adversaire, lui arracher ses armes, s'enfuir et à nouveau lui envoyer un commando ? Tes guerriers, tu les as éliminés en trois jours » (Fakando).

Mais cette méthode est difficile à inculquer. Souvent, Kaosen intervient lui-même pour faire sortir du champ de bataille les guerriers qui se battent à l'ancienne mode, comme par exemple Félé des Ikazkazen auquel il « mit le pan de son turban autour du cou pour l'entraîner hors du combat » :

« Cessez de lancer des cris de guerre et des incantations d'honneur devant les balles de l'adversaire, arrêtez de vous faire des défis entre vous qui font que chacun veut précéder l'autre dans la mort » (Fakando).

Probablement pour compenser cette tactique sans prestige qu'il impose à ses hommes, Kaosen redonne, à partir des combats menés dans l'Aïr, de l'importance à la tenue des guerriers, reflet de l'honneur (Claudot-Hawad 1990)

« Lui qui depuis qu'il a commencé la résistance contre les Français n'a pas porté son turban à la touarègue, mais seulement enroulé négligemment sans couvrir sa bouche, en cette après-midi-là qui déjà annonce une défaite consommée, Kaosen fait son apparition au combat d'Agelangha, enturbanné et vêtu d'habits de fête, son voile indigo coiffé d'un etteki blanc... »

À lui et à ses conseillers, le chef de guerre Kaosen réserve l'organisation de la guérilla sur le terrain, pratiquant une occupation stratégique de l'espace toujours très élaborée. L'armée est divisée en plusieurs sections qui ont chacune une fonction : la défense intérieure, les attaques offensives avec des unités légères et rapides envoyées à l'extérieur, tandis que l'Assemblée siège dans le groupe le moins mobile qui comprend les troupeaux et les tentes avec les femmes et les enfants. Notons que cette répartition des forces a été le plus souvent assimilée à de l'anarchie ou au résultat de dissensions internes (Salifou : 136).

Par exemple, lorsque Kaosen occupe l'Aïr, il divise son contingent en plusieurs groupes. Lui s'installe à Anu Maqqaren, le centre ouest de l'Aïr. Elmokhtar Kodogo avec le canon prend position à Agelangha, la partie occidentale de l'Aïr, pour organiser un autre foyer actif de résistance, tandis qu'Aghali Tabeshkuwen forme l'arrière garde de Kodogo. L'*amenukal* Tagama et les autres chefs de l'Aïr avec l'Assemblée sont à Timia au centre oriental du massif. Quant à Fona des Kel Tafidet, on lui confie le groupe de pillards qui attaquent l'ennemi et ses alliés touaregs et noirs, en arrière du mouvement. Kaosen appelle cette division : "coupe-jarret" et lui attribue également la fonction de lien entre l'Aïr, le Sud et les déserts de l'Est. La jonction entre tous ces groupes

est assurée par des méharistes et des cavaliers qui servent en même temps d'éclaireurs.

Mais pour Kaosen et ses proches conseillers, une bonne résistance a également besoin d'une formation idéologique car, dit-il, « les blessures d'une guerre qui a sa propagande (*tisunt*), même les griffures du feu ne l'effaceront pas ».

Dans tous les récits et les commentaires recueillis parmi les personnes qui furent étroitement mêlées à cette guerre, l'accent est mis sur la position politique de Kaosen qui apparaît indissociable de ses stratégies militaires. Son ambition n'est pas seulement d'unifier et de restructurer l'armée touarègue mais aussi la société elle-même qui sera le support d'une résistance durable.

Pour l'organisation de sa résistance, Kaosen puise son modèle dans le système des *ighollan* de l'Aïr :

« Chaque tribu a une armée et a un rôle à remplir dans les conseils, l'économie ou la guerre. Même les Igdalen, les tribus maraboutiques et tous ceux qui sont pacifistes, s'ils ne se solidarisent pas avec leur société par les armes, doivent rester dans l'assemblée pour donner d'autres conseils et boucher d'autres failles. »

Kaosen ne limite pas l'application de ce modèle à l'armée touarègue, mais il la souhaite pour l'ensemble de la société, passant à un véritable programme politique :

« Kaosen aurait voulu que toutes les tribus touarègues ainsi que les combattants s'organisent à la manière des confédérations des *ighollan* de l'Aïr. Il n'a jamais refusé que les tribus soient égales entre elles dans la même assemblée, pour que chacune ait son représentant (*agholla*) des affaires politiques et son représentant de guerre. L'ensemble des délégués aurait ses dirigeants : Tagama [pour arbitrer l'assemblée] et, pour la guerre, ce serait lui qui est revenu de l'exil et qui connaît la stratégie moderne. Mais, de ce côté, Kaosen a un grand respect pour Ibrahim ag Abakada [des Kel Ajjer], Elmokhtar Kodogo et Ghali Tabeshkuwen [des Ikazkazen]. En ce qui concerne les stratégies de pillage et les coups frappés sur les jarrets de l'ennemi, ces tâches seraient confiées à Fona<sup>15</sup> des Kel Tafidet des Kel Ewey. ».

Mais la solution politique que Kaosen propose pour que la société résiste et survive, et qui consiste à la réorganiser également et à l'unifier, n'est pas acceptable pour tous et va l'opposer tout au long de son itinéraire aux chefs traditionnels. C'est pourquoi, selon certains, Kaosen préférait dès le départ les écarter car ils faisaient obstacle à sa résistance moderne de ruse et à son projet de société. Au sein de sa propre famille, il s'opposera par exemple au chef des Ikazkazen, Adamber, qui ne lui pardonnait pas d'avoir pillé des pacifistes et des dépendants soumis aux Français. Kaosen ira jusqu'à enchaîner ce dernier, dit-on, pour l'empêcher de contrarier ses stratégies.

15. Au sujet de Fona, voir F. Nicolas, 1950 : 465 : « Fona accompagna le chef de bande Kaosen depuis janvier 1917, fut chef de la résistance twâreg au Tibesti, se réfugia à Kufra, participa au sac de Fachi en 1918, fut arrêté à Kano en juin 1927, transféré à Niamey où il mourut subitement après son extradition du Nigéria ».

Ces deux tendances politiques s'affrontent également avec vigueur lorsque Kaosen, cerné par l'armée française, envisage de quitter l'Air. Dans l'assemblée, les questions soulevées<sup>16</sup> concernent :

« le moyen de protéger les familles et les tribus qui ne peuvent pas suivre les guerriers auxquels il ne reste aucune autre alternative que le combat. Il faut les sauver, d'une façon qui ne soit pas la soumission, trouver des lieux sûrs, des grottes pour les cacher eux et leurs biens, il faut mettre les bijoux, les tapis et une partie des armes lourdes dans des jarres et les enterrer dans des grottes. Et le plus difficile : comment protéger le grand nombre d'esclaves dont disposent les Ikazkazen, les Ifaden et toutes les tribus qui restent avec Kaosen ? » (Fakando)

Trois solutions se profilent : la soumission, qui est exclue pour Kaosen, le combat jusqu'à l'extinction, ce qu'il rejette car il croit en une troisième voie, celle de l'exil qui donnera la possibilité de reconstituer une nouvelle base. Cette conviction est très ancrée chez Kaosen. Pour assurer la relève de demain, il a déjà sélectionné « tout enfant de six ou sept ans dont le père est au combat ». Quand il prend la décision de quitter l'Air, il charge Kodogo de rassembler les enfants :

« Tout ce que les Ikazkazen ou Ifaden possèdent comme garçons et dont le père est dans la résistance, amène-les. C'est par eux que nous bâtirons une autre racine pour la résistance de demain. »

Fakando ag Sheykho avec d'autres enfants comme Bazo, le fils d'Elkhurer des Iwellemmeden Kel Denneg<sup>17</sup>, participeront ainsi à l'exil des guerriers de Kaosen.

Au contraire, Adamber, conformément à son sens de l'honneur, choisit de rester dans l'Air. Auparavant d'ailleurs, voyant que de nombreuses tribus abandonnaient la révolte, il avait cherché à proposer une forme de résistance qui soit plus acceptable pour lui et pour d'autres chefs que la stratégie de Kaosen. Mais le dilemme soumis à l'assemblée des anciens : « comment protéger les pauvres de notre confédération sans souiller notre honneur et sans blesser Kaosen et notre jeunesse ? » n'aboutit pas à une résolution acceptable et Adamber renonça à son projet de temporisation avec les Français, en continuant à apporter sa force à Kaosen bien qu'il ne soit pas d'accord avec ses tactiques.



*Bazo ag Elkhurar et son frère cadet  
Mokhamed des Kel Denneg  
(in Nicolas, 1950 : 107)*

16. On peut comparer cette interprétation des faits avec par exemple celle de Salifou (136-137) qui écrit qu'« une certaine zizanie régnait entre Kaoussen et Tagama notamment. Ils ne s'entendaient ni sur le partage du butin, ni sur une destination commune à prendre. Finalement, les chefs nationalistes décidèrent de se séparer »

17. C'est dans ce contexte en effet qu'il faut replacer l'information donnée par F. Nicolas (98) disant que « Bazo ag El-Horar, tout jeune, gagne le Kâwar sur les épaules d'un captif ».



« J'ai compris, dit-il à ses conseillers, que vous préférez votre dignité aux dépendants (*aleqqaw*) de votre *ettebel*. Je ne me désolidariserai pas de vous. Moi, ce je cherchais, c'était à gagner du temps pour reconstituer une nouvelle force et de nouveaux alliés que la stratégie moderne de Kaosen nous a fait perdre » (Fakando).

### *Le retour à l'exil*

Alors commence l'exil dans le désert, en plein cœur de l'été.

« Nous avons quitté l'Aïr en plusieurs expéditions de guerriers. Une majorité de nos combattants marchait à pied. Certains portaient sur l'épaule un enfant et un fusil [...]. Nous avons laissé les familles, les tribus, tout l'Aïr aux Français et à leurs rapaces touaregs. Nous ne sommes partis qu'avec ce qui pourrait être la semence de la nouvelle résistance » (Fakando).

La détermination de Kaosen et ses vues à long terme apparaissent à nouveau, comme après chacune des tragiques défaites qu'il a essuyées, le gardant, d'une façon surprenante, de tout abattement :

« Là encore, ag Gedda, Kaosen le métamorphosé, au milieu de la marche est calme, la défaite ne lui boit pas la raison [...]. Sans perdre aucun instant, sur son chameau ou à pied, il tient conseil en marche, méditant sur de nouvelles stratégies et sur les axes où se constitueront la résistance et le ralliement à d'autres groupes dans un pays touareg ou un pays étranger. »

« Mes décisions et mes forces, dit Kaosen, je les puise toujours de la défaite et de l'exil [...]. Même si on nous chasse de notre Aïr, nous ne cesserons jamais d'être une armée en marche. Là où seront les Français, nous les frapperons. » (Fakando).

Après avoir dépassé Fachi, les exilés arrivent à Derkou et s'arrêtent au Kaouar, tandis qu'une expédition légère est envoyée contre Bilma soumise aux Français. La marche continue jusqu'au Tibesti, où la résistance s'allie avec le chef toubou Gatemi et installe sa base.

À nouveau, Kaosen est à la recherche d'alliés. La Sanûsiyya qui lui reproche d'avoir dépassé Ghat, lui est pour l'instant hostile. Il lie accord avec les Turcs et prend alors la route du Fezzan avec le gros de sa force. Mais en chemin, il se rend avec un petit détachement à Waw [al Kebir] pour voir Sidi Elghabid Senousi. Il rejoindra les siens à Zawilah avec d'importantes quantités d'armes, de munitions, de canons et de mitraillettes (voir à ce sujet Nicolas : 99). Cette fois, le double jeu de Kaosen va lui être fatal, à lui et à la résistance qu'il espérait reconstruire.

Le jour même où il a refait son armement avec l'aide de la Sanûsiyya, Kaosen repart avec un petit détachement de dix hommes pour rejoindre les officiers turcs avec lesquels il avait conclu une alliance au Tibesti. Mais, après la rencontre, sur le chemin du retour, les Turcs l'attaquent. Comprenant que son maigre contingent n'a aucune chance, Kaosen fait arrêter le combat et se livre lui-même aux Turcs dans l'espoir, vraisemblablement, de se faufiler dans la dernière brèche qui lui reste : convaincre les Turcs de ne pas se retourner contre lui. Mais sa célèbre force de persuasion ne lui sera d'aucun secours dans cette circonstance et il sera pendu quelques jours plus tard.



*Fakando ag Sheykho, Aïr, 1990*

À leur tour, les résistants touaregs sont encerclés par les Turcs à Zawilah. Le siège va durer un mois jusqu'au repliement vers Tézerzé [Tejadhî] appelée Tagharaba par les Touaregs, et Gutrun [al Qatrun ou Gatroun], habitées par les Toubous, dernières oasis du Sud avant le désert qui sépare le Fezzan et le Tibesti. Un message a été envoyé à Kodogo resté dans la base du Tibesti. Mais, aux prises avec l'ennemi, il ne sera pas en mesure lui-même de procurer un renfort à ses frères. Un nouveau combat de dix jours est mené à Gutrun : « Derrière nous le désert, devant nous l'ennemi » raconte Fakando. C'est pendant cette bataille que son père Sheykho est mort ainsi que de nombreux guerriers comme le fameux Ekadey, en criant : *Zemmer* ("résistance") !

Aucun renfort n'est parvenu du sud. Dès lors, la poursuite de la résistance est une gageure. Tagama et Fona se rendent à l'idée d'accepter la défaite, car ils sont cernés « par les Turcs au Nord et à l'Est du Fezzan, Sidi Elghabid au Sud-Est, Sud-Ouest et Nord-Ouest, les Français avec leurs alliés touaregs, arabes, toubous, chaamba sans parler des Noirs du Sud qui sont dans tout le Sud-Ouest et l'Ouest... »

Une grande partie des guerriers a été décimée ; d'autres « se sont éparpillés et perdus avec leur dignité, refusant de revenir aux tentes sans honneur ». Les enfants, les vieillards, les combattants affaiblis ou blessés et quelques autres valides pour les protéger, suivent Tagama, affrontant à nouveau le désert.

À ceux qui vont vers la soumission, Tagama demande de ne pas cacher sa position aux Français. Lui et quelques guerriers en effet préfèrent mener la résistance jusqu'à la fin. Tagama est capturé un peu plus tard par les Français, emprisonné et tué dans sa cellule (voir à ce propos Fuglestad, 1976).

Les rescapés arrivent à Bilma et sont encore envoyés à pied jusqu'à Zinder, à travers les dunes de Ngigmi et Gouré, par une piste qui évite l'Aïr.

« Là, les Français nous ont amenés devant un de leur chef, un vieux Français qui s'est mis à nous interroger sur les nouvelles de Kaosen et nous lui avons dit la vérité, sans nous en soucier. Une fois qu'il a terminé d'enregistrer toutes ces nouvelles qu'il a reçues de nous, il nous a accordé la soumission. »

Ainsi, s'achève l'épopée de Kaosen.

### *Les rapports avec la Sanûsiyya*

Le rôle de la Sanûsiyya et de l'engagement religieux dans la guerre de Kaosen ont été considérés dans de nombreuses publications comme le principe moteur de la révolte touarègue<sup>18</sup>. Ce fut la thèse coloniale et cette opinion perdure dans les travaux les plus récents (par exemple Casajus, 1990). À l'encontre de cette analyse, les thèses développées par les récits étudiés n'accordent à la Sanûsiyya qu'une fonction instrumentale.

18. Notons que les marabouts d'Agadez ont toujours été opposés à la résistance et que leur exécution massive par les Français résulte d'une erreur de jugement qu'ils ont eux-mêmes reconnue plus tard.

Il est indéniable que Kaosen a utilisé l'argument de la guerre sainte lorsque cela lui semblait utile. Avant d'arriver dans l'Aïr, par exemple, pour remporter l'adhésion et le ralliement des chefs touaregs, il développe dans ses lettres<sup>19</sup> toute une gamme de bonnes raisons engageant à le suivre : celle de la guerre sainte, mais aussi celle de sa force à lui, Kaosen (il signe : « le Gouverneur de la vallée du Fezzan ») qui est soutenu par des alliances politiques importantes et représente un Gouvernement victorieux à la reconquête des territoires envahis :

« Apprenez que le Gouvernement turc et les Allemands nous attendent à Kano où ils nous ont devancés [...] Tout le pays conquis entre la mer et l'Égypte a été livré au Gouvernement sénoussiste. »

Ces faits avancés par Kaosen sont tous faux. Dans une autre lettre datée du 18 avril 1917, il tâche de séduire le chef de Timia en évoquant, pour finir, des intérêts plus pratiques, c'est-à-dire la restitution des chameaux pillés et la protection qu'il peut lui offrir en échange de son ralliement :

« Nous avons avec nous les chameaux qu'on vous a volés, ainsi que deux des voleurs que nous avons attachés et quand nous vous rejoindrons, nous vous les rendrons. Tout ce dont nous venons de vous parler ne se renouvellera pas dès que vous nous aurez rejoints, personne ne vous touchera, personne ne vous volera... »

On le constate, Kaosen « fait feu de tout bois ». Comme le dit Baba :

« Même aux Touaregs, il mentait. Il a trahi les Touaregs, il a trahi la Sanûsiyya, tout cela pour sauver la cause touarègue. »

Voici un autre exemple caractéristique de son comportement pragmatique. Dans le but de recruter des éléments futurs pour la résistance, il use, auprès des Touaregs religieux et pacifistes, des seuls arguments qui peuvent les convaincre : l'islam. Les raisons qu'il donne pour enrôler leurs enfants ne sont pas même la perspective de la guerre sainte (car ces derniers ne sont pas de la classe guerrière), mais celle d'études théologiques :

« Un jour, alors que nous étions déjà dans l'Aïr, raconte Baba, Kaosen a réuni tous les Touaregs, surtout ceux dont il était sûr qu'ils aimaient l'islam. Il leur a dit : “donnez-moi vos enfants, je les enverrai faire des études chez Sidi Elghabid votre saint musulman”. Alors un grand nombre de religieux touaregs ont donné leurs enfants à Kaosen. Un groupe important est parti dans une caravane dirigée par un de nos hommes qui n'avait rien à voir avec l'islam et s'appelait Bubakrim ag Kabri. Il est parti avec les enfants touaregs des religieux (*ineslimen*) jusqu'à Koufra au pays de Sidi Elghabid. Bubakrim a donné le message de Kaosen à Sidi Elghabid qui l'informait de ce qu'il devait faire de ces enfants : “Puisque tu es un ami, envoie ces jeunes dans différents pays et aide les à acquérir toutes les connaissances politiques et les stratégies de combat modernes”... »

Mais comme le remarque Triaud (1987 : 54), la Sanûsiyya manifestait une certaine prudence dans l'utilisation de la force touarègue.

19. Voir les deux lettres publiées par Salifou : 175-177.

« Quand Sidi Elghabid, continue Baba, a lu la lettre de Kaosen et a vu l'important groupe d'enfants touaregs devant lui [...] qui avaient traversé le désert de l'Aïr jusqu'à Koufra, tous décidés à étudier la science de la politique et des armes modernes, il a dit à Bubakrim ag Kabri : Retournez avec vos enfants, laissez-les chez vous, je vous conseille de ne pas suivre Kaosen, faites votre soumission aux Français, laissez tomber Kaosen, il ne faut pas qu'il vous égare en combattant les Français, c'est un traître, il a trahi l'islam tout entier et c'est vous demain qu'il trahira ». »

Incontestablement, Kaosen fut un manipulateur habile qui a joué sur tous les tableaux pour parvenir à ses fins.

Dès le siège d'Agadez, puis dans l'Aïr et au Tibesti, il ne cesse de dire, quand on lui reproche par exemple des actes non conformes à l'islam :

« Je vous le répète, vous n'avez d'alliés ni parmi les musulmans, ni parmi les infidèles et vous n'en aurez jamais. Il ne nous reste qu'à nous entendre et à combattre par nous-mêmes et pour nous-mêmes. »

À ses proches et à ceux qui peuvent comprendre sans fard son message, il ne cache pas longtemps sa position par rapport au mouvement senoussiste :

« Je n'ai aucun autre lien avec Sidi Elghabid que les fusils que nous avons pillés ensemble aux Italiens [...] Moi, quand j'étais avec lui, ce que je cherchais par son intermédiaire, c'est procurer des armes aux Touaregs. »

Lorsque son différend avec la Sanûsiyya éclate au grand jour au Tibesti, devant tous il clarifie encore ses motivations, d'une manière propre à exciter le sentiment patriotique des Touaregs :

« Si ce n'est la folie de Sidi Elghabid, comment les armes à feu seraient entre mes mains alors que les Touaregs de l'Ahaggar, de l'Aïr, de l'Ajjer et du pays des Iwellemmeden meurent... Et moi, comme son esclave, je m'arrêtera à Ghat pour combattre à son profit, pendant que mes frères sont sous la domination des Français? Je vous le répète, il ne nous reste que le combat par nos propres bras » (Fakando).

Ainsi l'adhésion à la cause islamique, si elle a probablement concerné certains Touaregs dans cette révolte, n'a joué aucun rôle idéologique chez son initiateur, Kaosen, ni chez ses proches ou ceux qui le suivirent jusqu'à la fin. *L'amenukal* de l'Aïr, Tagama, dont on a fait le meneur de la guerre sainte (Casajus, 1990) en s'appuyant sur ses attributs officiels de "chef de l'islam" ne paraît pas davantage avoir rempli cette fonction. Par contre, de l'avis général, les responsabilités assumées par ce dernier en tant qu'arbitre des Touaregs ont été essentielles, notamment pendant le siège d'Agadez. Tagama semble également avoir été un inconditionnel des thèses politiques de Kaosen. Son engagement fut total et son courage, y compris sur le champ de combat, est reconnu par tous.

En conclusion, Kaosen est un personnage au portrait controversé. Son évocation provoque à la fois des sentiments de fierté et d'admiration – pour ses qualités guerrières et son irréductibilité contre l'envahisseur – tout en suscitant le reproche d'avoir ruiné l'Aïr<sup>20</sup>.

20. Après la révolte, la Population de l'Aïr avait diminué de moitié (Fugelstad, 1976 : 98).

« Kaosen, dit Baba, est un pic (*azaghez*), un homme complet, connaissant l'art de la parole et de la stratégie moderne, un guerrier sans peur qui, au combat, utilisait la ruse et l'embuscade et n'a jamais accepté d'être la cible de l'adversaire... Cette tactique de coups bas, beaucoup de Touaregs n'ont pu l'admettre à cause de leur honneur. Kaosen était un homme intelligent, de décision, fort, courageux, un homme qui n'admettait pas que la France domine les Touaregs. »

Le but de Kaosen et sa détermination sont en effet interprétés ainsi :

« On peut accuser un Kaosen commençant une lutte déjà perdue, dit Baba, mais pas un Kaosen luttant pour une cause autre que celle de l'idéal touareg (*amujagh*). »

La stratégie moderne de Kaosen et son projet politique qui bousculaient les valeurs anciennes de l'honneur et le système hiérarchique n'ont pas fait - et ne font toujours pas - l'unanimité. Même si la valeur de son action est reconnue, Kaosen est souvent opposé, dans une évaluation finale, à des hommes qui incarnent l'idéal de l'honneur guerrier chez les Touaregs. Ainsi, Baba compare-t-il l'attitude des résistants modernes à celle d'Adamber, chef des Ikazkazen :

« Adamber les surpasse tous, parce qu'il est presque le seul à ne pas avoir quitté son pays, le seul qui a combattu selon la manière noble des Touaregs [...]. Il est resté car il ne voulait pas d'une résistance touarègue qui se fasse dans un pays qui n'était pas celui des Touaregs et où ses ancêtres n'étaient pas enterrés. Adamber n'a jamais trahi Kaosen. Il lui a montré en même temps qu'ils n'avaient pas la même résistance ni le même honneur, tout en refusant de se séparer de lui tant que la guerre s'est menée dans son pays. »

Dans ses aspirations politiques, Kaosen a développé l'un des principes concurrents qui existaient déjà dans la théorie politique et la philosophie touarègues. Mais il a été le premier à appliquer avec constance l'idée que tous les hommes sont égaux devant la loi et qu'un individu se définit par ses actions et non par son rang, sa classe ou sa filiation. Sur ce plan, il n'a jamais hésité à heurter le paternalisme des anciens qui lui ont d'ailleurs toujours reproché de s'attaquer aux faibles, même s'ils étaient soumis aux Français :

« Les Touaregs qui apportent leur force à la domination extérieure, disait Kaosen, non seulement je trouve normal de piller leurs biens, mais aussi de les tuer, car eux-mêmes ont tué leur targuïté » (Baba).

Puisant son inspiration dans le système des *ighollan* pour concevoir non seulement les rapports entre les groupes sociaux en présence, mais également ceux qui existent entre les individus, Kaosen a été le promoteur d'un projet étatique moderne :

« Son désir, explique Baba, était de construire un État (*edawlet*, ar.) touareg uni, mais sans chefs de pays (*amenukalen*) ni chefs de confédération (*ettebelen*) anciens. »

Lui-même représentait un type nouveau de leader qui s'était affirmé, non pas en référence à sa position sociale, mais au nom d'un principe et d'une idéologie particulière.

Son action a semé les germes d'un véritable courant progressiste qui a réussi à toucher, dans les milieux qui ont compris son message, les membres les plus conservateurs de la société, c'est-à-dire les femmes. Au contraire des dames

touarègues qui, au début du siècle, pour défendre leur honneur, poussaient les guerriers à la mort dans un combat inégal contre l'armée coloniale<sup>21</sup>, certaines femmes actuelles, comme Ghayshena des Ikazkazen, septuagénaire, ont développé une vision de l'héroïsme quasi-prolétarienne :

« Aujourd'hui, je ne fais plus la différence entre la lutte de nos pères, par l'épée ou le fusil, et celle de nos enfants qui se maintiennent tous seuls et sont devenus leurs propres esclaves. Qu'est-ce qui sépare, sur le champ de l'honneur et de la dignité de la société, le geste de ma fille qui pile son sorgho, et celui de ses ancêtres luttant avec leurs fusils ? »

De l'échec, a été tirée une véritable leçon politique. C'est ainsi que la conception de Kaosen qui instaurait des rapports nouveaux entre honneur, morale et politique, a trouvé des ramifications au cœur même de la société touarègue. Adopté comme père symbolique par les marginaux ou les contestataires (par exemple, les bâtards, rejetés par la société, se donnent souvent le nom de *ag Kaosen*, "fils de Kaosen"), Kaosen compte également parmi ses héritiers, les *ishumar* qui ont choisi, à leur tour, le chemin de l'exil (voir à ce sujet Hawad 1990).

Que les Touaregs aient échoué dans leur lutte contre la colonisation française est un fait. Mais qu'ils n'aient pas essayé de lui opposer des stratégies politiques cohérentes est un jugement qui paraît contestable et empreint d'ethnocentrisme.

En fait, dans la crise douloureuse et déchirante de l'occupation coloniale s'est élaboré un nouveau projet de société qui incarnait une modernité difficile à accepter pour certains, mais qui a poursuivi son chemin jusqu'à présent. Ce que la résistance touarègue ancienne n'avait pas imaginé par contre, c'est comment, à l'issue de la colonisation, leur pays et leur société seraient divisés entre cinq États-nations :

« Pour nous, dit Baba, c'est là que se situe la plus horrible injustice des Français. Ce fait dépasse les massacres qu'ils ont faits chez nous avant et pendant Kaosen, car nous les mettons sur le compte de la guerre, de même que les humiliations, les impôts et tout ce qu'ils nous ont fait endurer. C'est à partir de leur simulacre de départ que nous avons conclu, nous les Touaregs, que la politique française n'a aucune morale ni parole. »

Sous diverses formes qui prolongent le débat politique touareg dont les principes contradictoires ont fondé la dynamique, la résistance s'est poursuivie dans le cadre rétréci du nouvel ordre politique, à la recherche d'issues dans l'exil intérieur ou l'exil extérieur.

« Pour les nomades, dit Ghayshena, tout ce qui est neuf est un avantage, sauf l'immobilisme et la stagnation. Les Touaregs ne vivent que dans le mouvement, les changements sont leurs éperons. Le pire, conclut-elle, est une société accroupie où personne ne bouge, pas même à quatre pattes. »

21. Par exemple, les femmes Kel Gress à Zanguêbé « décidèrent leurs maris hésitants à résister au commandant Gouraud, sous peine de perdre tous leurs droits sur elles », Jean, 1909 : 192.